

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES AU FOYER

Lancement du dispositif de sous- traitance à domicile

Sous l'égide des ministères de la Solidarité nationale et de l'Industrie, un projet structurant en faveur de l'autonomisation économique des femmes au foyer a été officiellement lancé hier dans la commune de Maghnia, wilaya de Tlemcen. L'événement, présidé par Mme Soraya Mouloudji, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, en présence de M. Saïfi Ghrieb, ministre de l'Industrie, a marqué la mise en œuvre concrète de la convention de coopération signée entre les deux secteurs en juin dernier. P 3



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Bientôt un centre de données dédié à l'intelligence artificielle

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a effectué, hier, une visite au centre de données spécialisé dans les applications de l'intelligence artificielle implanté au sein de l'École nationale supérieure de l'intelligence artificielle (ENSIA). Cette nouvelle infrastructure vient renforcer la stratégie nationale de numérisation et d'innovation technologique.

P 2

AVEC LA SIGNATURE DES
PREMIERS CONTRATS

Le mégaprojet Baladna amorce sa première phase

Le projet Baladna en Algérie, dont les contrats de la première phase de réalisation de ce projet de grande envergure dans le sud algérien (Adrar), qui a nécessité un investissement de 3,5 milliards USD, ont été signés ce lundi à Alger. Baladna a pour but de renforcer la production laitière nationale et de réduire la dépendance aux importations : c'est le double objectif du méga-projet Baladna. Fruit d'une collaboration entre l'Algérie et le Qatar, ce projet devrait commencer à voir le jour dès 2026.

P 5

POUR SOUTENIR
L'INVESTISSEMENT

Ouverture du Salon des services financiers "Tamwil 2025"

Le Salon des services financiers dédiés au soutien de l'investissement "Tamwil 2025" a été inauguré hier à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger, avec la participation de plus de 40 exposants représentant les différents acteurs du soutien à l'entrepreneuriat.

P 3

INSTITUT DES TECHNOLOGIES DE
LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE
D'ORAN

**Création d'un espace dédié
à l'entrepreneuriat** P 2

TOMATE INDUSTRIELLE À SOUK AHRAS

**Une production de plus
de 130.000 qx attendue** P 5

SAÏDAL

**Mme Nabila Benyagzer,
née Ouareth,
nouvelle PDG** P 16

ANVREDET-UNIVERSITÉ
DJILALI BOUNAAMA DE
KHEMIS MILIANA
**Signature de
deux contrats
pour la
valorisation et la
formation**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat et de coopération signée entre l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement Technologique (ANVREDET) et l'Université Djilali Bounaama de Khemis Miliana, deux nouveaux contrats ont été signés au siège de l'Agence, a annoncé l'Agence dans un communiqué.

Ces accords s'inscrivent dans une dynamique de soutien à l'innovation et de renforcement des liens entre l'université et son environnement socio-économique. Ces contrats visent à, précise la même source, à valoriser les résultats de la recherche appliquée réalisés au sein de l'université ; accompagner les étudiants dans le développement de prototypes et de projets innovants exploitables et organiser des programmes de formation spécialisés dans les domaines de l'innovation, de la technologie et de l'entrepreneuriat.

Par ailleurs le partenariat prévoit également l'accompagnement des porteurs de projets en matière de propriété intellectuelle, de rédaction de brevets et une coopération dans le domaine du développement de filiales économiques issues de la recherche universitaire. « Cette initiative constitue une nouvelle étape dans le renforcement de la coopération institutionnelle visant à insérer l'université dans son rôle moteur du développement économique et social national », indique-t-elle.

À travers cette signature, les deux parties réaffirment leur engagement commun en faveur de la dynamique Recherche & Développement, et de la promotion d'une université productive et actrice de l'innovation.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Bientôt un centre de données dédié à l'intelligence artificielle

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a effectué, hier, une visite au centre de données spécialisé dans les applications de l'intelligence artificielle implanté au sein de l'École nationale supérieure de l'intelligence artificielle (ENSIA). Cette nouvelle infrastructure vient renforcer la stratégie nationale de numérisation et d'innovation technologique.

Par S R.

Ainsi, ce projet vise à offrir un environnement informatique à haute performance, le centre ayant été équipé de processeurs graphiques ultra-performants de type H100, L40S et A40. Ces équipements mettent des capacités avancées à la disposition des étudiants et des chercheurs pour le développement et l'entraînement de modèles d'intelligence artificielle, en s'appuyant sur des logiciels open source, a indiqué le ministre dans un communiqué.

Ce centre jouera un rôle clé dans l'accélération de l'innovation dans des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, l'industrie, la finance et les services. Il servira notamment à développer des modèles de langage de grande taille, des solutions avancées de vision par ordinateur, et d'autres outils intelli-

gents capables de répondre aux besoins croissants de l'économie numérique.

Cette infrastructure technologique avancée permettra à l'école d'accélérer l'innovation dans des domaines clés et prioritaires, notamment à travers le développement de modèles de langage de grande taille, de solutions avancées de vision par ordinateur, ainsi que d'autres applications dans des secteurs variés : agriculture, industrie, finance et services.

En choisissant de fonder sa stratégie sur les technologies ouvertes, l'École nationale supérieure de l'IA affirme son rôle de locomotive du savoir et de pilier dans la formation d'une nouvelle génération d'experts en IA. Le ministre a souligné que cet effort contribue directement à la souveraineté numérique de l'Algérie, en dotant le pays de compétences locales capables de piloter sa transformation

digitale sur des bases durables.

Conçu selon les normes internationales en matière de performance énergétique, de sécurité et de scalabilité, le centre de données garantit une exploitation optimale sur le long terme. Il pourra évoluer au rythme rapide des progrès technologiques et maintenir une veille constante sur les innovations globales en intelligence artificielle.

En somme, cette infrastructure de pointe marque une étape décisive dans la stratégie algérienne de développement technologique. En plaçant l'intelligence artificielle au cœur de son dispositif d'enseignement et de recherche, l'Algérie ambitionne non seulement de former ses talents, mais aussi de construire une souveraineté numérique durable, au service de sa croissance économique et de son indépendance technologique.

CARAVAN TO DIGITAL

Pour une vulgarisation de la digitalisation auprès des jeunes talents Algériens

Dans la continuité des efforts engagés pour accélérer la transition numérique en Algérie, l'entreprise spécialisée dans les événements innovants « We Make Events » fondée par M. Fouad Bendjelloul et M. Khaled Djebbloun, a organisé hier au siège de la Société Nationale d'Assurances (SAA) sis à Alger, une conférence de presse de pré lancement de « Caravane to Digital », une initiative ambitieuse visant à offrir une formation gratuite aux jeunes à travers les différentes régions du pays pour leur permettre de découvrir les fondamentaux des métiers du numérique. Lors de cette conférence de presse, le Directeur associé de « We Make Events », M. Khaled Djebbloun a expliqué le concept innovant de « Caravane To Digital », qui se veut une initiative dédiée aux jeunes al-

gériens épris de technologies de pointe, aux porteurs d'idées innovantes, entrepreneurs, startups ainsi qu'à ceux désireux de se familiariser avec l'évolution exponentielle du monde de la digitalisation en Algérie.

M. Djebbloun a poursuivi que « Caravan to Digital » s'inscrit en droite ligne avec la stratégie des pouvoirs publics quant à la vulgarisation de la digitalisation en Algérie, contribuant ainsi à l'émergence de jeunes talents versés dans la transformation numérique.

Le Directeur associé de « We Make Events » a souligné que le coup d'envoi de cette caravane inédite sera donné durant le mois septembre prochain sous le haut patronage des ministères de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, de la Formation et de l'Enseigne-

ment Professionnels, de la Jeunesse, ainsi que du Tourisme et de l'Artisanat.

A cette occasion, M. Khaled Djebbloun a affirmé : « Caravan To Digital est née de la conviction que la jeunesse algérienne est notre plus grand levier de transformation. Portée par l'ambition de réduire les fractures numériques et de révéler les potentiels inexploités, Caravan to Digital aspire à devenir, d'année en année, une référence nationale en matière d'inclusion technologique et d'innovation sociale. Je saisis cette occasion pour saluer le travail des pouvoirs publics, qui à travers son investissement dans la formation et le savoir, tracent la voie vers une Algérie référence en matière de digital. Nous ambitionnons de faire de chaque wilaya un terreau d'innovation et de talents. »

Une tournée à travers 4 wilayas

À partir de septembre 2025, la caravane sillonnera quatre wilayas stratégiques à savoir Sidi Bel Abbès, Bouira, M'sila et Batna, afin de démocratiser l'accès aux compétences numériques.

Cette première édition de cet événement se tiendra pendant 2 jours dans chacune des wilayas. Les formations seront dispensées dans un grand chapiteau pouvant accueillir jusqu'à 100 participants, et animées par d'imminents formateurs et experts algériens reconnus dans leurs domaines respectifs.

Les formations aborderont les thématiques suivantes : Marketing digital & réseaux sociaux, Intelligence Artificielle, Développement web & mobile, Comment lancer sa start-up et E-commerce.

MILA

Le centre universitaire Abdelhafid Boussouf ouvre 2 nouvelles spécialités en master

Le centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila a étoffé ses offres de formations par l'ouverture de deux nouvelles spécialités en master pour l'année universitaire 2025/2026, a-t-on appris mardi auprès du directeur de cet établissement, Amirouche Bouchelaghem.

Il s'agit de deux spécialités de "génie pharmaceutique" et de "génie chimique", portant ainsi le nombre des spécialités offertes par le centre à 69, dont 35 en master, a précisé à l'APS le même responsable.

μL'ouverture de ces deux spécialités s'inscrit dans le cadre des efforts de di-

versification des offres de formation, leur adaptation à l'environnement socio-économique et leur rapprochement des étudiants, a-t-il noté. Le centre universitaire de Mila accueillera, selon son responsable, au titre de la rentrée universitaire 2025-2026 un total de 2.740 nouveaux inscrits, dont 393 étudiants

qui seront ainsi accueillis par l'annexe de l'Ecole normale supérieure qui sera ouverte à l'occasion de la nouvelle année universitaire pour former des enseignants de la langue arabe et de mathématiques pour les paliers primaire et moyen.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES AU FOYER

Lancement du dispositif de sous-traitance à domicile

Sous l'égide des ministères de la Solidarité nationale et de l'Industrie, un projet structurant en faveur de l'autonomisation économique des femmes au foyer a été officiellement lancé hier dans la commune de Maghnia, wilaya de Tlemcen. L'événement, présidé par Mme Soraya Mouloudji, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, en présence de M. Saïfi Ghrieb, ministre de l'Industrie, a marqué la mise en œuvre concrète de la convention de coopération signée entre les deux secteurs en juin dernier.

Par Sirine R

La cérémonie a réuni les représentants des sept wilayas pilotes retenues pour la première phase du programme : Alger, Tlemcen, Béjaïa, Tizi Ouzou, Relizane, Batna et Laghouat, avec la participation à distance, en visioconférence, des walis concernés. Ce dispositif ambitionne de permettre à près de 300 femmes au foyer qualifiées d'accéder à un emploi productif, à travers la signature de contrats de sous-traitance avec le groupe public GETEX (Textile et Cuir), en plus de la mise à disposition de kits professionnels (équipements de cuisine, matériels de transformation agroalimentaire) fournis par le groupe AGRODIV. À Tlemcen, 60 femmes sont déjà concernées par ce dispositif. La sélection s'est appuyée sur un travail rigoureux réalisé par les cellules de proximité de solidarité, chargées d'identifier les bénéficiaires potentiels selon leur profil, leur niveau de qualification, et leur disponibilité à s'insérer dans le tissu productif. Le programme ne se limite pas à la mise en relation avec les industriels : il repose également sur un accompagnement technique et humain. À cet effet, des sessions de formation de renforcement des compétences ont été lancées dans des spécialités liées à la couture, au cuir, ou encore à la transformation agroalimentaire. «L'enjeu est de soutenir les femmes dans leur

insertion durable, tout en répondant aux besoins réels des entreprises industrielles en ressources humaines qualifiées», a expliqué Mme Mouloudji. Une visite d'un atelier de formation a eu lieu au sein du complexe textile GETEX de Tlemcen, où des dizaines de femmes au foyer suivent une formation qualifiante dans la perspective de leur intégration effective au programme. Cette étape est cruciale pour garantir une montée en compétence progressive et adaptée aux exigences des secteurs ciblés.

Un levier pour le développement local et la souveraineté économique

Au-delà de son aspect social, cette initiative s'inscrit pleinement dans la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de l'autonomisation des femmes, en particulier dans les zones rurales, sahariennes et frontalières, un axe stratégique des politiques publiques. «L'autonomisation économique de la femme, parallèlement à la consolidation de ses droits politiques et juridiques, figure parmi les engagements prioritaires du Président », a rappelé Mme Mouloudji dans son allocution. En valorisant les femmes au foyer comme actrices économiques à part entière, ce programme contribue également à renforcer les capacités productives nationales, à réduire le

chômage féminin, à lutter contre la précarité, et à ancrer une véritable souveraineté économique à travers le soutien à la production locale. Le programme repose, par ailleurs, sur une coopération intersectorielle inédite entre le ministère de la Solidarité, le ministère de l'Industrie, et les groupes industriels publics placés sous leur tutelle. Il se veut modèle de coordination entre politiques sociales et économiques, à même de servir de base pour des extensions futures à d'autres filières et régions. Mme Mouloudji a insisté sur le rôle structurant de cette convention, qui prévoit également le soutien aux familles productives, la création de microactivités à domicile, et le développement de filières locales inclusives grâce à l'implication croissante des femmes dans les chaînes de valeur industrielles. Fort de son impact social attendu et de sa cohérence avec les objectifs du développement durable, le programme pourrait être étendu à d'autres wilayas dans une seconde phase, notamment dans les Hauts Plateaux et le Grand Sud. D'autres conventions sont en cours de préparation avec les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat et des technologies numériques, dans le but de multiplier les passerelles d'insertion économique pour les femmes au foyer, en leur garantissant des conditions viables d'activité et de reconnaissance.

INSTITUT DES TECHNOLOGIES DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE D'ORAN

Création d'un espace dédié à l'entreprenariat

Par R E.

L'Institut des technologies de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran a créé un espace dédié à l'entreprenariat et l'accompagnement des porteurs de projets, a-t-on appris de son directeur, Zakaria Hadjadj Aouel. Cet espace sera opérationnel à la prochaine rentrée 2025/2026, a-t-il indiqué, ajoutant qu'il a été créé suite à la signature, dimanche passé, d'une convention entre l'ITPA

et l'Agence nationale d'Appui et de Développement de l'Entreprenariat (NESDA). L'opération vise à encourager l'esprit d'initiative chez les jeunes diplômés et stagiaires de l'institut, en leur offrant un cadre propice à la concrétisation de leurs idées innovantes dans le secteur halieutique, a-t-on noté de même source. L'espace en question comprendra notamment un incubateur, des ateliers de formation, ainsi qu'un service de suivi et de mentorat en

partenariat avec des experts de la NEDSA, a expliqué M. Hadjadj Aouel, ajoutant qu'il s'agit également d'offrir un accompagnement personnalisé pour le montage des business plans, l'accès aux dispositifs de financement publics, et l'obtention de l'agrément d'exploitation. "Ce partenariat avec la NASDA permettra de créer une passerelle directe entre la formation technique et l'intégration dans le tissu économique, en favorisant l'émergence de micro-entre-

prises spécialisées dans la pêche artisanale, la transformation des produits de la mer, ou encore l'aquaculture durable", a précisé M. Hadjadj Aouel. La création de cet espace s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux de promotion de l'économie bleue et de diversification des sources de revenus dans les régions côtières. Elle reflète également la volonté des autorités publiques de soutenir les jeunes porteurs de projets dans un secteur à fort potentiel.

POUR SOUTENIR L'INVESTISSEMENT

Ouverture du Salon des services financiers «Tamwil 2025»

Par R E.

Le Salon des services financiers dédiés au soutien de l'investissement "Tamwil 2025" a été inauguré hier à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger, avec la participation de plus de 40 exposants représentant les différents acteurs du soutien à l'entreprenariat. Organisé par l'Entreprise algérienne de soutien à la jeunesse et au développement de l'entreprenariat, ce salon regroupe des banques, des compagnies d'assurance ainsi que des organismes publics œuvrant dans le domaine de l'investissement et de l'entreprenariat. Plus de 1 600 visiteurs inscrits, parmi les porteurs de projets, sont attendus pour découvrir les solutions de financement et d'assurance disponibles, selon les organisateurs. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de représentants du ministère des Finances, de dirigeants de

banques et compagnies d'assurance, ainsi que de membres des deux chambres du Parlement. Dans une déclaration à l'APS, Walid Feni, président du conseil d'administration de l'organisme organisateur, a expliqué que cette manifestation vise à renforcer les échanges entre porteurs de projets et institutions de financement et de soutien, dans le but de faciliter la concrétisation des projets et de lever les obstacles bureaucratiques. Il a ajouté que les activités du salon, qui se poursuivront jusqu'au 31 juillet, se concluront par la présentation de recommandations au ministère des Finances et à la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale, dans le cadre de l'appui aux réformes, notamment dans les domaines financier et numérique. Le programme comprend également l'orga-

nisation d'un hackathon dédié à l'innovation financière, avec la participation de 100 innovateurs sélectionnés parmi 300 candidats, ainsi que des ateliers de formation encadrés par des experts des secteurs de la banque, de l'assurance et du soutien à l'investissement. Pour sa part, le commissaire du salon, Mohamed Ali Kouadri, a affirmé dans son discours d'ouverture que cette initiative vise à soutenir les efforts du gouvernement en matière de modernisation du secteur bancaire, du développement de l'assurance et de la réassurance. Il a souligné qu'elle a également pour but de mettre en lumière la réalité du financement des projets et de proposer des solutions concrètes, notamment en ce qui concerne la protection des données bancaires et la modernisation des services financiers. De son côté, Mohamed Oussama Babbou, directeur général de l'Entreprise algérienne de soutien à la jeunesse et au développe-

ment de l'entreprenariat, a exprimé son intention d'organiser d'autres éditions du salon. Il a également annoncé le projet de création d'un forum national destiné à promouvoir l'intégration industrielle, à atteindre la conformité aux normes et à encourager la production locale. L'ouverture du salon a été ponctuée par des présentations de représentants d'institutions financières et d'assurance algériennes, mettant en avant les différents mécanismes de financement et de soutien disponibles pour les investisseurs et les porteurs de projets. À ce sujet, Yazid Benmohoub, directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs, a affirmé la disposition de la Bourse à accompagner les startups, précisant que les conditions d'introduction en Bourse ont été assouplies, ce qui a permis à une première entreprise émergente d'accéder au marché et de lever des fonds.

TLEMCEN

Les ministres de l'Industrie et de la Solidarité nationale inaugurent deux unités industrielles

Par R E.

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, et la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, ont procédé, lundi soir, dans la wilaya de Tlemcen à l'inauguration de deux unités industrielles. Dans le cadre du premier jour de leur visite de travail et d'inspection dans la wilaya, les deux ministres ont inauguré une unité de production de produits alimentaires pour enfants et nourrissons, située dans la commune de Hennaya. Cette unité a une capacité de production quotidienne variant entre 22.000 et 42.000 unités, selon les types de produits, et elle emploie actuellement 48 personnes, selon les explications fournies par ses responsables. Une imprimerie industrielle d'un investisseur privé a également été inaugurée dans la zone industrielle de la commune de Chetouane. Elle dispose d'une capacité de production annuelle de 4.851 tonnes de boîtes d'emballage et emploie 18 personnes, a-t-on expliqué sur place. Par ailleurs, la délégation ministérielle a visité le centre des personnes âgées sis au plateau de Lalla Setti, dans la commune de Tlemcen. La visite du ministre de l'Industrie et de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme dans la wilaya de Tlemcen se poursuivra mardi. Le programme prévoit la visite d'un camp de vacances pour enfants atteints d'autisme à la piscine olympique "Ahmed El Ghazi" de la commune de Mansourah, et du centre de protection des mineurs garçons dans la commune de Ghazaouet. Il comprend également la remise d'équipements à des bénéficiaires du programme destiné aux femmes au foyer, l'inauguration de la zone industrielle de "Ouled Bendamou" (commune de Maghnia), ainsi que la visite de plusieurs unités industrielles.

MONNAIE
Le dollar bondit après l'accord commercial entre l'UE et Washington

Le dollar grimpe nettement lundi, en particulier face à l'euro, porté par l'accord commercial entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) présenté dimanche et qui devrait bénéficier largement à l'économie américaine selon les analystes. Le président américain Donald Trump et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont dessiné les contours dimanche en Ecosse d'un accord douanier prévoyant que les produits européens exportés aux Etats-Unis seront taxés à 15% - contre 30% un temps envisagés par Washington. Vers 18H15 GMT, la devise américaine décollait en conséquence de 1,32% par rapport à l'euro, à 1,1588 dollar et prenait 0,63% face à la livre, à 1,3354 dollar. Le billet vert s'envolait aussi face à des valeurs refuge comme le franc suisse (+1,00%) et le yen japonais (+0,57%).

CANCER DU FOIE
Cibler la prévention de l'hépatite B et de l'obésité pour enrayer une explosion des cas

Une meilleure couverture vaccinale contre l'hépatite B et des politiques ciblant obésité et consommation d'alcool sont nécessaires pour faire baisser le nombre de cancers du foie qui, faute d'action publique, pourrait avoir quasiment doublé dans le monde en 2050, affirme une étude internationale publiée mardi. Ces travaux menés par une commission d'experts de six pays (Chine, Etats-Unis, Corée du Sud, Italie, Espagne et France), et publiés dans la revue médicale The Lancet, soulignent "l'urgence d'une action mondiale" contre cette maladie, après avoir passé au crible les études et données disponibles. Le cancer du foie est le sixième cancer le plus fréquent et le troisième le plus meurtrier. Selon l'Observatoire mondial du cancer, à l'échelle de la planète en 2050 le nombre de nouveaux cas grimpera à 1,52 million par an, soit un quasi doublement, tandis que 1,37 million de personnes en mourront. Huit sur dix de ces cancers sont des carcinomes hépatocellulaires, une forme particulièrement présente en Asie de l'Est, Afrique du Nord et Asie du Sud-Est. Au niveau mondial, le taux de survie des malades à cinq ans allait de 5% à 30% entre 2000 et 2014.

PRÉVENTION DU BLANCHIMENT D'ARGENT ET DU FINANCEMENT DU TERRORISME

Le ministre de la Justice met en avant les efforts de l'Etat

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa a mis en avant les efforts consentis par l'Etat en vue de parachever le système national de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de signature d'un protocole de coopération entre le ministère de la Justice et la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), qu'il a coprésidée avec le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, M. Boudjemaa a mis en avant les efforts déployés par l'Etat en vue de "parachever le système national de prévention du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme et d'interdiction du finan-

cement de la prolifération des armes de destruction massive, à travers l'optimisation de son efficacité tout en l'adaptant aux normes internationales". Il a, à ce titre, rappelé l'amendement de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, conformément aux engagements internationaux de l'Algérie et du Groupe d'action financière (GAFI). Le ministre a, par ailleurs, estimé que cet amendement permettait de "renforcer les mesures préventives et d'introduire des dispositions consolidant les missions de l'Autorité de régulation, de contrôle et ou surveillance, outre la consolidation des capacités de la Police judiciaire pour mener des enquêtes paral-

lèles, la formation d'équipes d'investigation conjointes et l'adaptation du système de sanctions en vue de davantage d'efficacité". A ce propos, le ministre a rappelé l'engagement de toutes les institutions de l'Etat à soutenir le système financier en matière de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, relevant que le ministère de la Justice avait, pour sa part, contribué à "l'élaboration de huit (8) évaluations sectorielles, dont celle liée aux risques relatifs à l'exploitation des personnes morales dans le domaine du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, ainsi que l'évaluation nationale des risques connexes".

OPEP+

Le JMMC salue la forte conformité aux engagements de réduction de la production

Le Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) de l'OPEP et de ses partenaires (OPEP+) a salué, lundi, "le fort engagement" des pays signataires de la Déclaration de Coopération dans le respect de leurs quotas de production pour les mois de mai et juin 2025, soulignant une mise en œuvre "rigoureuse" des ajustements convenus. Réuni par visioconférence à l'occasion de sa 61e session, le JMMC a relevé avec satisfaction que "la grande majorité des pays participants continuent de faire preuve d'un engagement soutenu en faveur des décisions prises", indique un communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Le Comité a notamment mis en avant l'importance du respect intégral des engagements de limitation de la production, rappelant que la stabilité du marché pétrolier dépend de l'adhésion collective des membres de l'OPEP+. L'Algérie a pris part à cette réunion représentée

par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, en présence du P-dg de Sonatrach, Rachid Hachichi, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bekhti, ainsi que des cadres du ministère. La réunion a regroupé les ministres du pétrole des pays membres du Comité, à savoir l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela (pour les pays OPEP), ainsi que la Russie et le Kazakhstan (pour les pays non-OPEP). Les travaux ont porté sur l'évaluation du niveau de conformité des pays membres aux engagements de réduction de la production pétrolière, dans le cadre de la Déclaration de Coopération. Le Comité ministériel a fixé sa prochaine réunion au 1er octobre 2025, afin de poursuivre le suivi de l'évolution du marché et de la conformité des pays participants.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Juillet 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	61	68	54	البطاطا
	Tomate	72	86	58	الطماطم
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف
	Ail sec	423	489	358	الثوم الجاف
	Carotte	95	107	84	الجزر
	Navet	120	133	106	لفت
	Poivron	97	109	84	الفلفل الأخضر
	Piment	115	133	97	الفلفل الحار
	Courgette	86	99	74	الكوسة
	Haricot vert	236	255	217	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	102	115	89	الخس
	Pomme locale	386	467	305	التفاح المحلي
	Datte	578	708	448	التمر
	Banane	433	444	420	الموز
	Melon	101	116	85	البطيخ الأصفر
	Pastèque	72	83	60	البطيخ الأحمر
Produits d'origine animale	Raisin	267	324	209	العنب
	Viande bovine locale	1780	1908	1652	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	337	350	324	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	428,00	NC	0,00	0,54	1,02	8,22	7,04	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 435,00	1440,00	0,35	0,13	1,65	9,26	5,40	9297	13 387 680,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	1,37	5,63	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,57	0,59	10,89	5,48	1517	3 463 311,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,34	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,53	2,03	-	0	0,00

AVEC LA SIGNATURE DES PREMIERS CONTRATS

Le mégaprojet Baladna amorce sa première phase

Le projet Baladna en Algérie, dont les contrats de la première phase de réalisation de ce projet de grande envergure dans le sud algérien (Adrar), qui a nécessité un investissement de 3,5 milliards USD, ont été signés ce lundi à Alger. Baladna a pour but de renforcer la production laitière nationale et de réduire la dépendance aux importations : c’est le double objectif du méga-projet Baladna. Fruit d’une collaboration entre l’Algérie et le Qatar, ce projet devrait commencer à voir le jour dès 2026.

Par Réda Hadi

Baladna Algeria a donc signé des contrats initiaux d’une valeur de plus de 500 millions de dollars pour lancer la première phase de son projet agro-industriel intégré en Algérie. Ce projet, dédié à la production de lait en poudre, représente un investissement total de 3,5 milliards de dollars. Les accords ont été conclus avec des fournisseurs et des cabinets de conseil algériens et internationaux. L’événement marque le coup d’envoi officiel de l’un des plus grands projets laitiers au monde, destiné à renforcer la sécurité alimentaire de l’Algérie et à réduire sa dépendance aux importations. Baladna Algeria, société par actions créée par Baladna Q.P.S.C. et le Fonds national d’investissement d’Algérie, pilotera ce projet qui couvrira 117 000 hectares. L’objectif principal est de satisfaire 50 % de la demande nationale algérienne en lait en poudre, tout en générant plus de 5 000 emplois et en contribuant aussi à la production de viande rouge. Les contrats signés concernent notamment les technologies agricoles, les lignes de production, l’équipement d’irrigation, le forage de puits, ainsi que les études

d’impact environnemental et topographiques. Parmi les entreprises internationales mobilisées figurent GEA (Allemagne), Valmont (États-Unis), Urbacon UCC (Qatar) et EHAF (consultant en ingénierie). Du côté algérien, des entreprises comme Condor-Travocovia, Red-Med Contracting et EFORHYD seront également impliquées. Ce projet a bénéficié de diverses incitations telles que des avantages fonciers, un accompagnement financier, ainsi que des mesures prévues par la loi 18-22 relative à l’investissement de 2022. Des facilités supplémentaires ont également été mises en place récemment pour les grands opérateurs désireux d’investir dans l’agriculture dans les régions du Sud, sous la forme d’un « couloir vert » dédié aux grands projets. Le projet s’inscrit dans cette stratégie et permettra de couvrir 50 % des besoins nationaux en lait en poudre, en plus de son rôle dans l’approvisionnement du marché local en viande rouge et de la création d’emplois directs. Il faut relever l’importance stratégique du projet, notamment en termes de développement de l’investissement dans la production laitière à un niveau sans précédent, ainsi que pour la création d’em-

ploi et l’amélioration de la sécurité alimentaire dans les régions du Sud où le projet sera implanté. De plus, il contribuera à réduire considérablement les importations de lait, à générer des emplois dans les régions reculées, à acquérir des technologies modernes dans le domaine agricole et de la gestion de projets, à renforcer l’économie nationale tout en améliorant la sécurité alimentaire, face aux défis mondiaux tels que les changements climatiques, la croissance démographique et les tensions géopolitiques. Ainsi donc, les grandes fermes d’élevage intégrées contribueront également à la réduction des coûts de production grâce aux économies d’échelle et à la maîtrise de l’ensemble de la chaîne de valeur. Ce projet rassemble la détermination de l’Algérie et l’expertise de la société Baladna dans ce domaine. Il s’agit, en somme, de la construction d’un système local intégré pour l’industrie laitière, capable de produire environ 194 000 tonnes de lait en poudre par an. Dans sa première phase, des fermes seront aménagées pour répondre aux besoins en fourrage. Dans la deuxième phase, la société construira une ferme pouvant accueillir jusqu’à 50 000 vaches,

ainsi que des installations de haute performance, des lignes de production et des technologies de pointe pour la production de lait en poudre. Par ailleurs, la société investira ensuite dans le développement du système, en construisant des complexes répartis à travers tout le pays, chacun comprenant des terres pour la production de fourrage, une ferme d’élevage de bovins et une usine ultramoderne de production de lait en poudre. Au terme de la neuvième année de ce projet, le nombre total de bovins atteindra 270 000 têtes, produisant environ un milliard sept cents millions de litres de lait par an.

TOMATE INDUSTRIELLE À SOUK AHRAS

Une production de plus de 130.000 qx attendue

Par R E.

La direction des services agricoles de la wilaya de Souk Ahras prévoit une production de près de 130.000 quintaux de tomate industrielle au terme de la campagne de récolte en cours de l’actuelle saison 2024/2025, a-t-on appris mardi de cette direction. Cette production est prévue sur une superficie de 160 hectares consacrés à cette culture dans les communes de Sedrata, Zaarouria et Bir Bouhouch, a précisé à l’APS la cheffe du service de régulation de la production et de soutien technique de cette direction. Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne entamée en juin et devant se poursuivre jusqu’à fin août, selon la même responsable qui a souligné que la tomate récoltée sera transférée vers les unités de transformation des wilayas de Guelma et Skikda. Les services agricoles de Souk Ahras œuvrent à renforcer la position de la wilaya dans cette filière et contribuer au soutien de l’économie local, a-t-on indiqué.

BALADNA

Les vaches laitières américaines sont en route vers l’Algérie

Par Z R.

Dans le cadre de la concrétisation de ce mégaprojet algéro-qatari, des vaches laitières seront importées des États-Unis. C’est ce qu’a révélé l’ambassade des États-Unis en Algérie, hier, dans un communiqué publié sur son compte Fa-

cebook. « Les vaches laitières américaines sont en route vers l’Algérie, et elles ne viennent pas seules ! », peut-on lire dans ledit post. En effet, outre les vaches laitières, des innovations américaines seront également intégrées dans ce projet agro-industriel de 3,5 milliards de dollars. « Dans le cadre du

projet agro-industriel de 3,5 milliards de dollars mené par Baladna, des innovations américaines, telles que les systèmes d’irrigation conçus par Valmont, contribuent à poser les bases d’un secteur laitier moderne et autosuffisant », ajoute la même source. En clair, les Américains, qui souhaitent

renforcer davantage leur coopération avec l’Algérie, contribueront à la concrétisation de ce projet et à la réalisation de fermes intelligentes produisant du lait frais. Il s’agit, précise encore l’ambassade, d’un nouveau chapitre de la coopération agricole entre les États-Unis et l’Algérie.

ALGÉRIE-CHINE

Renforcement des perspectives de coopération dans le domaine de la jeunesse

Par R E.

Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a présidé, hier à Alger, en compagnie du ministre chargé du Département international du Comité central du Parti communiste chinois, Liu Jianchao, une rencontre de travail visant à renforcer les perspectives de partenariat et de coopération bilatérale dans le domaine de la jeunesse, a indiqué un communiqué du CSJ. Cette rencontre s’inscrit dans le cadre de "la volonté commune de faire de la jeunesse un pierre angulaire du développement durable et de renforcer la coopération in-

ternationale, en concrétisation de la volonté politique des dirigeants des deux pays d’investir dans le potentiel des jeunes", précise la même source. Lors de cette rencontre, les deux parties ont "échangé les vues sur les mécanismes de soutien à la coopération bilatérale dans le domaine de la jeunesse, notamment à travers les programmes d’échanges de jeunes et culturels, l’organisation d’activités et d’initiatives communes ainsi que l’échange d’expertises et d’expériences dans les domaines de l’entrepreneuriat, de l’innovation, de la technologie et de la culture". Après avoir "salué la solidité des relations historiques entre l’Algérie et la Chine", M. Hidaoui a souligné "

l’importance accordée par l’Etat algérien à l’autonomisation des jeunes et à leur implication dans les processus de développement et de coopération internationale". Il a également indiqué que "l’expérience algérienne en la matière "est devenue un modèle à suivre à l’échelle régionale et internationale grâce à la volonté politique des hautes autorités du pays", rappelant les principales caractéristiques de cette expérience, dont "la création d’un ministère dédié à la jeunesse, l’installation du CSJ en tant qu’organe national consultatif, la création d’un ministère des start-ups pour renforcer l’innovation, le développement du système de l’enseignement supérieur en

le reliant au marché de l’emploi, ainsi que le soutien aux initiatives de la jeunesse à travers des cadres juridiques et institutionnels". De son côté, M. Liu Jianchao s’est félicité de "l’expérience algérienne", soulignant "la disposition de son pays à dynamiser la coopération en matière de jeunesse à travers l’échange de visites de délégations, l’organisation de forums bilatéraux pour la jeunesse et le partage d’expertises dans le cadre de programmes de formation communs à caractère culturel et de développement". Le responsable chinois a également affirmé que "l’Algérie est un partenaire stratégique de la Chine en Afrique et dans le monde arabe".

EL TARF

**Réception
"prochaine" de
deux importants
projets**

Deux projets importants de réhabilitation et de doublement d'axes routiers seront réceptionnés dans la wilaya d'El Tarf "avant la fin de l'année en cours", a indiqué lundi le directeur local des travaux publics, Yahia Bourkda.

Il s'agit du projet d'aménagement d'un tronçon de 4 km sur la RN-16 entre la commune de Dréan (El Tarf) et les limites de la wilaya de Guelma, et du dédoublement de 3 km de la RN-84 A entre la commune d'Echatt (El Tarf) et les limites de la wilaya d'Annaba, dont 7 km ont déjà été dédoublés, a précisé la même source.

Les travaux de réalisation de ces projets ont atteint actuellement "les étapes finales", a ajouté la même source.

Des projets de modernisation de 15 km de routes nationales et de traitement de certains points enregistrant des glissements de terrain ont été "dernièrement" réceptionnés, outre la réhabilitation de près de 20 km du réseau de chemins de wilaya, a relevé le même responsable.

Dans le domaine de la sécurité routière, le même cadre a indiqué qu'il a été procédé à la réalisation de signalisation horizontale sur 370 km en plus de la pose d'un grand nombre de plaques de signalisation verticale, notamment au niveau des axes de transit dont celui du poste frontalier d'El Aïoun où a été aménagé un couloir pour les poids lourds en plus d'un autre pour le véhicules de voyageurs, afin de faciliter les procédures douanières et réduire la densité du trafic au niveau de ce poste de transit.

DJELFA

Un projet d'AEP destiné au chef-lieu de wilaya «bientôt» réceptionné

Le secteur des ressources en eau de la wilaya de Djelfa bénéficiera "bientôt" d'un projet d'alimentation en eau potable (AEP) qui améliorera l'approvisionnement du chef-lieu à partir de la zone d'El-Maalaba, dans la commune d'El Moudjbara, selon des informations obtenues lundi auprès des services de la wilaya.

La même source a expliqué que le point d'alimentation d'El-Maalaba sera bientôt équipé d'un puits profond qui sera raccordé au réseau électrique. Selon cette source, cela permettra d'améliorer l'approvisionnement en eau potable de plusieurs quartiers de la ville de Djelfa, notamment de la partie est. L'état d'avancement des projets d'AEP dans la wilaya de Djelfa a été au centre d'une récente réunion de coordination. Le wali, Djihad Mous, a souligné lors de cette réunion la nécessité d'achever au plus vite le projet d'approvisionnement de la ville de Djelfa, à partir de la zone de El-Maalaba, afin d'améliorer l'approvisionnement. Le chef de l'exécutif local a également ordonné que tous les projets liés à ce secteur soient achevés dans les délais impartis. L'occasion a également permis d'examiner certains projets visant à améliorer la distribution d'eau potable dans les communes de Zaafrane, Hassi Bahbah et dans la wilaya déléguée de Messaad. A noter que le secteur des ressources en



eau de la wilaya de Djelfa a bénéficié, dans le cadre du programme complémentaire de développement approuvé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de projets d'équipement et de raccordement au réseau électrique de 25

puits profonds, ainsi que du renouvellement et de la construction de réseaux de raccordement dans plusieurs communes. A cela s'ajoute l'augmentation de la capacité d'approvisionnement grâce à l'extension des installations de stockage.

MÉDÉA

Sonelgaz lance une campagne pour le recouvrement de ses créances

L'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de Médéa a lancé, il y a quelques jours, une campagne de recouvrement de ses créances détenues auprès de ses abonnés et qui s'élevaient à 1,4 milliard de DA, à la fin du mois de juin dernier, a-t-on appris, lundi, auprès de cette entreprise. Parmi ces créances, 280 millions de DA sont détenus auprès des ménages, tandis que le

reste concerne les administrations, les collectivités locales et les entreprises économiques publiques et privées, a fait savoir le chargé de la communication de l'entreprise, Rafik Ferhat, en marge d'une journée portes ouvertes organisée au centre-ville de Médéa. L'entreprise invite, à la faveur de cette campagne de recouvrement, les clients concernés à se rendre dans l'une de ses agences commerciales pour ré-

gulariser leur situation et bénéficier des facilités prévues à cet effet : échelonnement des dettes ou paiement en ligne par carte bancaire ou par carte Edahabia. "Ces créances ont un impact sur la stratégie de l'entreprise en matière de développement et de modernisation de son réseau électrique et de gaz, et rendent, en outre, difficile la réalisation des projets de raccordement des entreprises économiques, des ex-

ploitations agricoles et des projets des équipements publics", a signalé M. Ferhat.

En plus de ces créances, l'entreprise a enregistré, durant l'exercice 2024, un préjudice de 449 millions de DA occasionné par des "actes d'agression" sur les réseaux électrique et de gaz, dont 399 millions de DA correspondant aux dommages dus à des atteintes sur le réseau électrique, a-t-il souligné.

SKIKDA

14 communes bénéficient de bus de ramassage scolaire

Des bus de ramassage scolaire ont été remis lundi au siège de la wilaya de Skikda à 14 communes de cette wilaya dans le cadre du renforcement des capacités des collectivités locales et l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves. Dans une déclara-

tion à la presse à l'occasion, le wali Saïd Akhrouf a indiqué que l'objectif de cette opération est de « réduire la pression que subissent les communes en matière de ramassage scolaire », précisant que « l'acquisition de ces bus a été financée par le budget de la wilaya ». Plusieurs

communes dont Oum Toub, Ramdane Djamel, Salah Bouchaour, Zerdaza, Filfila et Sidi Mezghiche ont suivi de cette dotation, a ajouté le même responsable. wilaya et du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales et ce pour soutenir le développement de la wilaya.

BOUIRA

Lancement des travaux de réhabilitation du stade Rabah Bitat

Des travaux de réhabilitation du stade Rabah Bitat de la ville de Bouira ont été lancés lundi pour une enveloppe financière de plus de 550 millions de dinars, a-t-on appris auprès de la direction de la jeunesse et de sport (DJS).

Le coup d'envoi du chantier de ce complexe sportif ayant abrité auparavant plusieurs rencontres de la coupe d'Algérie, a été donné par le wali Abdelkrim Laâmour, accompagné de responsables locaux civiles et militaires, en visite de travail au chef lieu

de wilaya.

"La mise à niveau du stade est scindée en trois parties, la première porte sur la restructuration des tribunes et de la charpente, et la couverture des gradins et de toutes les infrastructures dont le salon d'honneur et les vestiaires", a expliqué à l'APS, le directeur de la jeunesse et de sport (DJS), Salah Bouchiha.

Un montant global de l'ordre de 557 millions de dinars a été alloué à ces travaux et un délai de 14 mois a été accordé à l'entreprise réalisatrice pour

parachever cette première partie des travaux, a-t-il détaillé.

La deuxième tranche de ce projet portera sur la réhabilitation et la réfection de la pelouse du stade et sera lancée après l'avancement des premiers travaux.

En dernier, il est prévu de lancer les travaux de réhabilitation de la piste d'athlétisme, selon les détails fournis par le DJS.

Par le passé, le stade Rabah Bitat de la ville de Bouira a abrité plusieurs rencontres de différentes compétitions,

notamment de la coupe d'Algérie.

Le public de Bouira attend impatiemment la fin de ces travaux pour qu'il puisse assister de nouveau à de rencontres sportives nationales et des clubs locaux.

"Ce projet de réhabilitation est une bonne nouvelle pour les clubs locaux pour qu'ils puissent s'entraîner sur une pelouse en gazon naturel, et jouer aussi des matchs du championnat", s'est réjoui Sofiane Nouicer, un ancien joueur du Mouloudia Baladiat Bouira (MBB).

DROITS DE DOUANE ÉTATS-UNIS – UNION EUROPÉENNE

Cinq points qui font grincer des dents

Un accord pour des droits de douane de 15% sur les importations européennes aux États-Unis vient d'être conclu entre Donald Trump et Ursula Von der Leyen. Il est loin de faire l'unanimité et soulève des enjeux différents selon les pays.



Par Nina Bailly

Dimanche 27 juillet, à l'issue d'une rencontre avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le président américain Donald Trump a annoncé avoir enfin conclu un accord commercial sur les importations européennes aux États-Unis. Ce dernier prévoit des droits de douane de 15%, ainsi que des investissements massifs de l'Union européenne (UE) dans les énergies américaines. Un taux de 15% représente la moitié que ce que Donald Trump promettait à l'Europe au départ. Néanmoins, cet accord risque d'en décevoir beaucoup puisqu'en mai dernier, alors que le Royaume-Uni acceptait des droits de douane de 10% dans son accord commercial avec les États-Unis, de nombreux dirigeants européens avaient qualifié ce dernier de «mauvais accord». Par ailleurs, tous les pays européens ne seront pas impactés de la même manière par ces nouveaux droits de douane et certaines incertitudes demeurent. Le quotidien The Guardian s'est donc intéressé à cinq éléments-clés à garder en tête pour comprendre les enjeux soulevés par ce nouveau deal.

1- Une part d'incertitude persiste

Dans certains domaines, les termes du nouvel accord ne sont pas clairs. Par exemple, selon Donald Trump, les

États-Unis maintiendront un tarif douanier de 50% sur l'acier et l'aluminium, tandis qu'Ursula von der Leyen a déclaré que les tarifs sur l'acier pourraient être remplacés par un système de quotas après de nouvelles négociations. L'incertitude persiste également sur d'autres secteurs: on ne sait pas encore à combien de droits de douane les producteurs européens de vins et spiritueux seront confrontés aux États-Unis.

2- L'accord crée des divisions en Irlande

Sur l'île irlandaise, l'accord crée des dissensions entre la république d'Irlande et l'Irlande du Nord, toujours intégrée au Royaume-Uni. Ainsi, alors que les commerçants d'Irlande du Nord profitent de droits de douane de 10% grâce à l'accord entre les États-Unis et le Royaume-Uni, leurs voisins irlandais seront désormais soumis à un droit de douane de 15%.

Cette disparité risque de compliquer encore davantage les discussions diplomatiques déjà tendues sur les garanties de maintien de la stabilité sur l'ensemble de l'île, dans le cadre de l'accord du Vendredi-Saint. Ces dernières avaient déjà été ébranlées par les retombées du Brexit, lors duquel les accords douaniers pour l'Irlande du Nord représentaient un véritable casse-tête pour les négociateurs de l'UE et du Royaume-Uni.

Le vice-Premier ministre irlandais Simon Harris a d'ores et déjà déclaré qu'il «regrettait» le droit de douane de 15%, bien qu'il salue une avancée diminuant les «incertitudes».

3- Donald Trump peut toujours changer d'avis

Selon Carsten Nickel, directeur adjoint du cabinet de conseil anglais Teneo, l'accord reste «un simple accord politique de haut niveau», qui ne peut pas remplacer un accord commercial soigneusement élaboré. «Cela crée le risque d'interprétations divergentes en cours de route, comme on l'a vu immédiatement après la conclusion de l'accord américano-japonais», s'est-il inquiété.

Dimanche 27 juillet, un haut responsable de l'administration américaine a d'ailleurs déclaré aux journalistes à Washington que Donald Trump conservait la possibilité d'augmenter les droits de douane à l'avenir si les pays européens ne respectaient pas les engagements d'investissement contenus dans l'accord.

4- Des risques sur l'industrie allemande

Outre-Rhin, le chancelier allemand Friedrich Merz a salué le nouvel accord, affirmant qu'il permettait d'éviter un conflit commercial qui aurait affecté l'économie allemande, axée sur les exportations et son important secteur automobile. Les constructeurs automobiles allemands Volkswagen, Mercedes et BMW, ont été parmi les plus durement touchés par les droits de douane américains de 27,5% sur les importations de voitures et de pièces détachées actuellement en vigueur. Cependant, la puissante fédération allemande des groupes industriels BDI a exprimé sa déception. «Même un taux

de droits de douane de 15% aura d'immenses conséquences négatives sur l'industrie allemande tournée vers l'exportation», a ainsi déclaré Wolfgang Niedemark, membre de la direction de la fédération. L'impact des droits de douane risque d'être considérable pour certaines entreprises: le constructeur automobile Volkswagen a déjà déclaré avoir subi une baisse de 1,3 milliard d'euros de ses bénéfices en raison de la hausse des droits de douane américains.

5- Ces droits de douane restent bien supérieurs aux taux historiques

Bien qu'Ursula von der Leyen ait présenté l'accord comme un «bon accord» qui apporterait «de la stabilité et de la prévisibilité», l'objectif initial de Bruxelles lors des négociations était un accord tarifaire «zéro pour zéro» et les droits de douane restent bien plus élevés qu'historiquement.

«L'incertitude paralysante est largement levée et l'accord est supportable pour l'UE», a déclaré Holger Schmieding, économiste en chef de la banque Berenberg. «Trump peut prétendre que l'accord asymétrique est une victoire pour lui. Mais bien sûr, le résultat reste mauvais par rapport à la situation qui prévalait avant qu'il ne lance ses guerres commerciales.»

De nombreux économistes ont aussi averti que les consommateurs américains risquaient également de subir le coût de ces droits de douane, car les entreprises répercutent cette dépense sur les prix.

Source : slate.fr publié le 28 juillet

UNE VOITURE PAR
FAMILLE, À PRIX
D'USINE EN
TUNISIE

La réforme
automobile
refait surface

Le vice-président de la commission des finances au Parlement, Issam Chouchane, a révélé à Tunisie Numérique les détails d'un projet de loi révisé visant à permettre aux Tunisiens d'importer ou d'acquérir une voiture à son prix d'usine, une seule fois dans la vie. Ce projet, initialement proposé par un groupe de députés l'année dernière, n'avait pas été intégré dans la loi de finances 2025 en raison de son impact jugé trop lourd sur l'équilibre budgétaire de l'État. Le texte prévoyait initialement le droit pour chaque citoyen d'importer une voiture à son prix d'origine, mais cette formulation a été rejetée en plénière. Selon Chouchane, plusieurs amendements ont été introduits afin d'assouplir le texte : limitation de l'âge de la voiture, puissance fiscale (nombre de chevaux), cylindrée, et surtout redéfinition du critère de « membre d'une famille » bénéficiaire. Désormais, une seule personne par foyer pourrait en bénéficier. Il a aussi indiqué qu'un citoyen n'ayant pas les moyens de procéder lui-même à l'importation pourrait acheter une voiture déjà importée, bénéficiant des mêmes exonérations fiscales, auprès d'un importateur. Des critères liés au revenu pourraient aussi être pris en compte dans la nouvelle version. Chouchane a insisté : « Dans sa forme actuelle, ce projet n'affecte pas l'équilibre budgétaire de l'État. Au contraire, il pourrait générer de nouvelles recettes fiscales indirectes pour l'État. » Ce texte pourrait être examiné directement dans le cadre du projet de loi de finances 2026, sans repasser par la commission des finances, après la reprise des travaux parlementaires.

ARABIE SAOUDITE

Le PIF saoudien est désigné comme le fonds souverain ayant la plus grande valeur et la croissance la plus rapide

Le Fonds d'investissement public d'Arabie saoudite a été désigné comme le fonds souverain le plus précieux et celui dont la croissance est la plus rapide au monde, avec une valeur de marque de 1,2 milliard de dollars, selon un nouveau rapport.

Selon le rapport 2025 Asset Management and Sovereign Wealth Fund 50 de Brand Finance, le PIF s'est également hissé à la septième place mondiale en termes de ratio valeur de la marque/actifs sous gestion, ce qui en fait le seul fonds à entrer dans le top 10 dans les catégories de la gestion d'actifs et des fonds souverains. La forte croissance de la marque du PIF reflète son classement en tant que quatrième fonds souverain au niveau mondial, comme l'indique la mise à jour de juillet de Global SWF. Avec des actifs sous gestion dépassant les 1 000 milliards de dollars, le fonds se classe désormais juste derrière le Government Pension Fund Global de Norvège et deux

entités chinoises - la State Administration of Foreign Exchange et la China Investment Corporation - dépassant des pairs régionaux tels que l'Abu Dhabi Investment Authority et la Kuwait Investment Authority. Le rapport de Brand Finance souligne également le rôle des partenariats sportifs de haut niveau dans l'augmentation de la valeur de la marque. "En 2024, PIF a signé des partenariats mondiaux révolutionnaires qui accélèrent la croissance des sports avec l'ATP et le tennis WTA, Concacaf et la Formule E, Extreme E et E1 sous l'égide d'E360, tandis que sa propriété de LIV Golf contribue à élargir l'audience du jeu dans le monde en-

tier", a déclaré David Haigh, directeur général de Brand Finance. La croissance de la marque PIF a été soutenue par des scores élevés en termes de notoriété, d'objectif et d'engagement à créer de la valeur à long terme. Son portefeuille s'est considérablement étoffé, grâce à la maturation de projets clés et aux bonnes performances des entreprises qu'il détient. Le fonds d'investissement saoudien a obtenu la note A+ pour la solidité de sa marque, son indice de solidité de la marque atteignant 62,9 sur 100 en 2025. En outre, la participation du PIF dans LIV Golf continue d'élargir l'audience mondiale du jeu et de renforcer la visibilité de la marque.

BANQUE EMIRATES NBD

12,5 milliards AED de bénéfice net au premier semestre 2025

Emirates NBD, l'un des principaux groupes bancaires de la région, a annoncé un bénéfice net de 12,5 milliards d'AED pour le premier semestre 2025, contre 13,8 milliards d'AED durant la même période de l'année précédente. Le bénéfice avant impôts s'est établi à 15,4 milliards d'AED, en léger repli par rapport aux 15,9 milliards enregistrés au

premier semestre 2024. Dans un contexte de croissance soutenue, les revenus de la banque ont progressé de 12 %, atteignant 23,9 milliards d'AED. Cette performance a été portée par une dynamique robuste tant au niveau national qu'à travers le réseau international élargi du groupe. Les volumes de prêts ont augmenté de 41 milliards d'AED

(+8 %), reflétant une forte demande de financement, notamment aux Émirats arabes unis. Parallèlement, les dépôts ont enregistré une hausse notable de 70 milliards d'AED (+10 %), tirée par une croissance record de 48 milliards d'AED sur les comptes courants et d'épargne à faible coût. Les bénéfices d'exploitation ont également progressé de 9 %,

soutenus par l'élan solide des prêts et dépôts, qui a permis d'atténuer l'impact de la baisse des taux d'intérêt observée durant la période. Ces résultats témoignent de la solidité du modèle économique d'Emirates NBD et de sa capacité à maintenir une croissance rentable malgré un environnement monétaire en mutation.

MAURITANIE

La BM procède à la dissémination du rapport annuel sur la situation économique du pays

Le Ministre de l'Énergie et du Pétrole, Ministre de l'Économie et des Finances par intérim, M. Mohamed Ould Khaled, a présidé, à l'Académie diplomatique de Nouakchott, l'ouverture des travaux de la réunion consacrée à la présentation du rapport annuel sur la situation économique de notre pays, organisé par la Banque mondiale sous la présidence de son représentant résident à Nouakchott, M. Ibou Diouf, sous le titre : « Réformer pour l'inclusion et la résilience : maintenir la dynamique de la réforme de l'assistance sociale ». Ce rapport institutionnel vise à partager la compréhension des dynamiques économiques du pays, dans le but de renforcer un dialogue constructif sur les politiques publiques et les réformes structurelles nécessaires pour promouvoir une croissance forte, inclusive et durable. Dans son discours à cette occasion, le Ministre de l'Énergie et du Pétrole, Ministre de l'Économie et des Finances par intérim, a déclaré que la publication de ce rapport, fruit d'efforts considérables

de nombreuses parties, constitue une opportunité propice à l'échange sur le bilan économique de notre pays, les perspectives, les défis et les opportunités, soulignant que ses recommandations finales seront prises en compte lors de l'élaboration des futures stratégies et plans de développement nationaux. Il a souligné que le pays a connu ces dernières années la mise en œuvre de réformes importantes qui ont permis de maintenir les grands équilibres, d'améliorer la plupart de nos indicateurs de développement, et de financer de nombreux programmes de développement dans les infrastructures de base en matière de santé, d'éducation et d'eau potable, au profit des citoyens dans toutes les régions du pays, en particulier ceux à faible revenu. Des efforts ont également été faits pour créer des conditions propices à l'émergence d'un secteur privé actif qui crée des opportunités d'emploi et soutient une croissance inclusive et durable. Il a ajouté que la dépendance du pays vis-à-vis des exportations extractives le

rend vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières, ce qui souligne la nécessité de diversifier l'économie et de valoriser les capacités nationales, suivant les instructions de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani. Et c'est ce que le gouvernement de Son Excellence le Premier Ministre, M. Mokhtar Ould Djay, s'efforce de faire en mobilisant davantage de ressources internes et externes, en créant un environnement d'investissement stimulant, en élargissant et en harmonisant l'assiette fiscale, et en rationalisant les dépenses de fonctionnement au profit des dépenses d'investissement, en plus de tisser davantage de partenariats avec l'étranger. Il a appelé les participants à étudier le rapport de la Banque mondiale afin d'élaborer des résultats pratiques capables d'ouvrir de réelles perspectives de développement pour notre pays, en se concentrant sur les dimensions liées à la protection sociale et à l'emploi.

CNUCED

46 des 54 pays africains sont dépendants des exportations de matières premières

Alors que le monde connaît de plus en plus des périodes marquées par une grande instabilité des prix des produits de base et par des chocs mondiaux qui font varier l’offre et la demande, le rapport souligne que l’ajout de la valeur aux matières premières constitue la clé de la transition vers une économie plus prospère et plus résiliente.

Sur les 54 pays du continent africain, 46 sont actuellement dépendants des exportations de matières premières comme les hydrocarbures, les produits agricoles et les minerais, selon un rapport publié le 21 juillet 2025 par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Intitulé « The State of commodity dependence 2025 », le rapport précise qu’un pays est considéré comme étant dépendant des matières premières lorsque celles-ci représentent plus de 60% du total de ses exportations de marchandises. Compte tenu de cette définition, neuf pays africains seulement ne sont pas dépendants des matières premières : Tunisie, Maroc, Egypte, Djibouti, Comores, Maurice, Eswatini et Lesotho. Les sous-régions de l’Afrique centrale et de l’Afrique de l’Ouest affichent une dépendance extrême à l’égard des matières premières, 100 % des pays de ces deux sous-régions étant concernés. L’intensité de cette dépendance est très préoccupante dans les deux sous-régions du continent : 80 % en Afrique centrale et 75 % en Afrique de l’Ouest. L’Afrique de l’Est présente une situation tout aussi difficile, avec 15 pays sur 18 (83 %) affichant une dépendance vis-à-vis des matières premières. Dans le détail, 11 pays sont dépendants des exportations de produits énergétiques, contre 15 aux produits agricoles et 20 aux

minerais. Le rapport, qui se base sur des données couvrant la période 2021-2023 et les compare aux données relatives à la période 2012-2014, montre que l’Afrique concentre ainsi 46,6% des pays dépendants aux matières premières à l’échelle mondiale. Cette dépendance est extrêmement forte dans des pays comme le Soudan du Sud (100%), la Libye (99%), le Tchad (99%), l’Angola (98%), le Soudan (98%), la Somalie (98%) et l’Algérie (96%). Globalement, les exportations de produits de base de l’Afrique ont diminué de 5,6 % entre la période 2012-2014 et la période 2021-2023, en raison notamment d’une baisse des exportations de produits énergétiques par le Nigeria, l’Angola et l’Algérie.

Des évolutions contrastées

En conséquence, les recettes totales provenant des exportations de produits de base par le continent ont chuté de plus de 25 milliards de dollars par rapport à la décennie précédente, pour s’établir à 467 milliards de dollars sur la période 2021-2023. A l’échelle mondiale, le nombre total de pays dépendants des produits de base a légèrement diminué, passant de 106 durant la période 2012-2014 à 103 au cours de la période 2021-2023. La gravité de la dépendance vis-à-vis des produits de base a toutefois persisté. 73 pays situés principalement en Afrique et en Amérique du Sud affichent

une part des exportations de matières premières supérieure à 80 % de leurs exportations totales de marchandises sur la période 2021-2023, contre 74 pays au cours de la période 2012-2014. Sur 143 pays en développement, 95 étaient dépendants des exportations de matières premières durant la période 2021-2023, alors que seulement huit économies développées se trouvaient dans cette situation. Des évolutions contrastées ont été enregistrées entre la période allant de 2012 à 2014 et celle allant de 2021 à 2023. Sept pays, à savoir les Comores, le Guatemala, l’Indonésie, l’Iran, la Birmanie, les Palaos et Trinité-et-Tobago, ont vu la part de leurs exportations de produits de base dans les exportations totales de marchandises passer sous le seuil de 60 %. Cependant, quatre pays sont tombés dans la dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières dans le même temps : Antigua-et-Barbuda, le Panama, l’Afrique du Sud et l’Ukraine. Le rapport souligne par ailleurs que le commerce mondial des matières premières a représenté 32,7 % des échanges globaux des marchandises durant la période 2021-2023. La région Asie-Océanie est la première source mondiale des exportations de matières premières, représentant 37,1 % du total des exportations entre 2021 et 2023. Elle est suivie par l’Europe (33,7%), les Amériques (22,7%) et l’Afrique (6,6%).

MAURICE

Access Bank rachète AfrAsia Bank après l’échec d’Atlantic Financial Group

Access Bank UK, filiale de la banque nigériane Access Bank Plc, a finalisé le rachat de 76% du capital d’AfrAsia Bank, la troisième banque mauricienne en termes d’actifs. L’opération a été annoncée le jeudi 24 juillet 2025. Les actions d’AfrAsia ont été acquises auprès d’IBL Ltd, le plus grand conglomerat de Maurice,

ainsi que d’autres actionnaires minoritaires. Le montant de la transaction n’a pas été communiqué. Ce rachat qui est désormais finalisé, a reçu toutes les autorisations réglementaires nécessaires. Avant la transaction, et plus précisément au 30 juin 2024, IBL Ltd détenait 30,29 % d’AfrAsia Bank, suivi de la National Bank of Canada (20,52

%), Intrasia Capital (9,53 %), BHM Ltd (6,13 %) et d’autres actionnaires minoritaires détenant collectivement 34 % de parts. Désormais, IBL conserve 7,89 % des parts, tout en restant un partenaire stratégique d’AfrAsia Bank. Cette réduction de participation s’inscrit dans sa stratégie de recentrage sur ses pôles d’activité prioritaires.

IBL Ltd, conglomerat présent dans 22 pays et comprenant 4 pôles stratégiques (Retail, Consumer Brands & Distribution, Industries et Services), explique vouloir concentrer ses investissements sur des moteurs de performance à long terme du groupe, tout en renforcer ses bases financières.

POUR UN PROJET ÉNERGÉTIQUE EN GUINÉE ÉQUATORIALE

Afreximbank mandaté pour lever 4,5 milliards \$

Après une reprise modérée de 0,9 % en 2024, la Guinée équatoriale devrait connaître un repli économique de 3,1 % en 2025, selon les dernières projections de la Banque mondiale. La Banque africaine d’import-export (Afreximbank), à travers son département conseil et marchés de capitaux (ACMA), a été mandatée en tant que conseiller financier pour mobiliser 4,5 milliards de dollars destinés au financement du projet de gaz naturel liquéfié (GNL) EG-27, a annoncé l’institution financière. Ce projet est développé par la Sociedad Nacional de Gas de Guinea Ecuatorial (Sonagas), la compagnie

nationale de gaz de Guinée équatoriale. Selon les termes du mandat de conseil, l’ACMA mettra à profit son expertise en structuration financière ainsi que son réseau d’investisseurs pour mobiliser ces fonds. Ce financement devrait permettre d’augmenter la production nationale de gaz naturel, le projet EG-27 représentant la première phase du développement du champ EBANO en Guinée équatoriale, qui dispose de 3,8 billions de pieds cubes de réserves de gaz prouvées. Le projet est conçu pour traiter 360 millions de pieds cubes standard de gaz par jour et produire environ 7055 tonnes de GNL par jour, soit

2,4 millions de tonnes par an, sur une période de 20 ans. Considéré comme une initiative historique, EG-27 a été stratégiquement élaboré pour monétiser les ressources gazières de la Guinée équatoriale et stimuler l’industrialisation nationale. L’objectif est de renforcer le positionnement du pays sur les marchés mondiaux de l’énergie, tout en contribuant à la sécurité énergétique régionale. Cette opération sera menée dans un contexte économique difficile, marqué par la baisse continue de la production pétrolière et la dépendance aux hydrocarbures, qui représentent encore l’essentiel du PIB et des recettes publiques.

CÔTE D’IVOIRE

Le projet aurifère Didievi entre dans une nouvelle phase de forage

En juin, African Gold a annoncé une hausse de 119% des ressources minérales de son projet aurifère Didievi en Côte d’Ivoire. La société veut poursuivre les travaux d’exploration sur le site au cours des prochains mois pour optimiser le potentiel du gisement. African Gold a annoncé le lundi 28 juillet, le démarrage d’un nouveau programme de forage de 40 000 mètres sur son projet aurifère Didievi en Côte d’Ivoire. Selon les détails fournis par la junior minière australienne, il s’agit des prémices d’une vaste campagne d’exploration qui s’étalera jusqu’en 2026. La compagnie indique mener le programme en collaboration avec Montage Gold, devenue son actionnaire en mars dernier. Les travaux comprendront à la fois des forages au diamant ainsi que des forages par circulation inverse (RC), et se concentreront notamment sur Blaffo Guetto, le seul gisement d’or découvert à ce jour à Didievi. S’y ajoutent les prospects Pranoi et Poku, ainsi que certaines cibles prioritaires encore peu explorées. Les détails financiers relatifs à la campagne n’ont pas été évoqués, mais on sait que African Gold a obtenu 9,2 millions dollars australiens (environ 6 millions USD) lors de la prise de participation de Montage Gold. Une transaction qui suggère un certain intérêt pour Didievi et ses 989 000 onces de ressources inférées, potentiel que l’opérateur entend affiner à travers le nouveau programme d’exploration, dans l’objectif de faire du gisement un « projet aurifère de plusieurs millions d’onces ». Une croissance des ressources minérales viendrait probablement conforter African Gold dans ses plans à court terme, sans toutefois garantir le développement d’une future mine sur le projet. La conversion des ressources actuelles jusqu’à la catégorie des réserves, la réalisation d’études justifiant la viabilité d’une exploitation commerciale et la sécurisation des fonds ainsi que des permis miniers sont quelques étapes que la compagnie doit encore valider en cas de progrès dans le développement de Didievi d’ici 2026.

ETHIOPIAN AIRLINES

Renforcement des capacités MRO avec de nouvelles installations à 150 millions \$

Figurant parmi les rares entités disposant d’un centre MRO en Afrique, Ethiopian Airlines muscle ses capacités. Son plan d’intégration verticale et de souveraineté technique pourrait à terme faire d’Addis-Abeba un hub de maintenance aéronautique. Ethiopian Airlines a inauguré de nouvelles infrastructures de maintenance, réparation et révision (MRO) pour un coût total de 150 millions USD. Ce développement s’inscrit dans la feuille de route « Vision 2035 » qui vise à soutenir l’expansion continue de ses opérations et de sa flotte. Les nouvelles installations comprennent des hangars ultramodernes, un atelier de composants d’avions et un magasin de pièces détachées. Construites en deux ans, elles permettront à la compagnie de renforcer son autonomie technique tout en offrant des services MRO à d’autres transporteurs. Ces installations viennent combler en partie un déficit structurel dans le secteur du transport aérien africain, à savoir le manque criant d’infrastructures de maintenance.

BOURSE DE PARIS

Porté par EssilorLuxottica à la veille de la Fed

La Bourse de Paris gagne plus de 1 % ce matin, autour des 7 885 points, tirée par EssilorLuxottica (+6,3 %) et Air Liquide (+2,5 %), alors que ces deux sociétés ont publié leurs résultats trimestriels respectivement hier soir et ce matin (voir plus bas).

Les investisseurs digèrent encore l'accord USA/UE annoncé la veille et prendront connaissance demain des décisions de la Fed en matière de politique monétaire après sa réunion stratégique. Si un maintien des taux est très largement attendu (à hauteur de 97 % à en croire l'outil FedWatch du CME), les intervenants seront surtout attentifs à la tonalité du discours de Jerome Powell, le président de l'institution. Alors que l'environnement politique se fait de plus en plus pesant aux États-Unis et que Donald Trump réclame à cor et à cris des baisses de taux, la pression reposant sur les épaules de Jerome Powell n'a sans doute jamais été aussi forte. Deux membres du Comité de politique monétaire (FOMC) de la banque centrale, Christopher Waller et Michelle Bowman, pourraient ainsi se prononcer contre le

'statu quo' et demander une baisse de taux. 'La Fed reste prudente et dépendante des données', rappelle Paolo Zanghieri, économiste senior chez Generali Investments, qui met en évidence les signaux économiques mitigés envoyés par l'économie américaine. 'Si nous continuons de tabler sur une baisse des taux en septembre, la voie à suivre dépendra de l'évolution de l'inflation, de la dynamique du marché du travail et des développements économiques mondiaux', ajoute-t-il. 'Les acteurs du marché devraient se préparer à une volatilité persistante et suivre de près les données à venir', prévient l'analyste. En plus de l'attente du verdict de la Fed, qui incite à rester sur la défensive, les investisseurs se préparent à digérer une nouvelle salve de résultats d'entreprises.

En Europe, Air Liquide, Amundi, Astra-Zeneca, ING, Orange et Philips figurent parmi les nombreuses sociétés ayant publié leurs comptes ce matin. La saison des résultats du deuxième trimestre a été mitigée jusqu'à présent sur le Vieux Continent, marquée à la fois par le récent renchérissement de l'euro et la morosité de la croissance. Ceux de Boeing, Merck, P&G, UPS et Spotify tomberont ensuite à Wall Street à la mi-journée. Par ailleurs, les investisseurs seront attentifs aujourd'hui à quelques indicateurs, dont l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board, qui devrait rester bien orienté. Le dernier rapport 'Jolts' (Job Openings and Labor Turnover Survey) du Département du Travail sera également suivi à trois jours de la parution des chiffres officiels de l'emploi pour le mois de juillet. Sur le compartiment obligataire, les T-Bonds US à 10 ans évoluent à 4,41 % (-2 pts), le Bund de même échéance à 2,7 % (+1 pt) et l'OAT à 3,36 % (+1 pt). Dans l'actualité des sociétés tricolores, EssilorLuxottica a enregistré un chiffre d'affaires de 14 milliards d'euros au premier semestre 2025, en hausse de 7,3 % à taux de change constants par rapport à l'année

précédente. Le résultat net ajusté part du groupe atteint 1,80 milliard d'euros, en progression de 6,1 % à taux de change constants. De son côté, Air Liquide publie un résultat net récurrent part du groupe en hausse de 9,6 % à 1,84 milliard d'euros (+10,3 % hors effet de change) pour le premier semestre 2025, et une marge opérationnelle de 19,9 %, améliorée de 100 points de base hors effet énergie. Sur le premier semestre, Orange affiche une perte nette part du groupe de 398 millions d'euros, mais une croissance de l'EBITDAaL de 3,8 % en comparable, à plus de 5,67 milliards d'euros, et une croissance du cash-flow organique de 7,7 % à 1,67 milliard. TF1 dévoile un résultat net part du groupe hors surtaxe exceptionnelle de 93 millions d'euros pour les six premiers mois de 2025, proche de son niveau un an auparavant, avec une marge opérationnelle courante des activités en hausse de 0,2 point à 11,9 %. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant est resté inchangé à 38,12 dollars l'once, tandis que le platine a progressé de 0,2 % à 1.404,72 dollars et le palladium a gagné 1,2 % à 1 234,97 dollars.

ETATS UNIS

Wall Street impassible à l'accord UE-USA

La Bourse de New York a terminé sans direction claire lundi, montrant finalement peu d'enthousiasme après l'annonce d'un compromis commercial entre Washington et Bruxelles, à l'entame d'une semaine chargée en données économiques et résultats d'entreprises. Le Dow Jones a reculé de 0,14% tandis que les indices Nasdaq (+0,33%) et S&P 500 (+0,02%) ont grappillé quelques points pour atteindre de nouveaux records. Le président américain Donald Trump et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont dessiné les contours dimanche en Ecosse d'un accord douanier prévoyant que les produits européens exportés aux Etats-Unis seront taxés à 15% - contre 30% un temps envisagés par Washington.

Côté indicateurs, les acteurs du marché accueilleront, entre autres, le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis mardi, une première estimation du PIB américain pour le deuxième trimestre mercredi et l'indice PCE jeudi, jauge d'inflation privilégiée par la banque centrale américaine (Fed). Wall Street suivra la réunion du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) à l'issue de laquelle l'institution devrait laisser ses taux inchangés, dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%. La décision est attendue mercredi à 18H00 GMT. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans se tendait légèrement, à 4,41% contre 4,39% vendredi en clôture.

ACCORD COMMERCIAL UE-USA

Les Bourses mondiales circonspectes

Les marchés boursiers mondiaux ont finalement accueilli lundi avec scepticisme l'annonce d'un accord commercial entre Washington et Bruxelles, les places européennes craignant notamment les conséquences d'un compromis jugé déséquilibré. A la Bourse de New York, le Dow Jones a reculé de 0,14% tandis que les indices Nasdaq (+0,33%) et S&P 500 (+0,02%) ont grappillé quelques points pour atteindre de nouveaux records. Donald Trump et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont conclu dimanche en Ecosse un accord douanier prévoyant que les produits européens exportés aux Etats-Unis seront taxés à 15%. Dans ce contexte, le dollar reprenait du galon face à la monnaie européenne, grimpant de 1,31% à 1,1589 dollar pour un euro vers 20H50 GMT.

BOURSE DE CORÉE DU NORD

Les échanges d'or en Corée atteignent un niveau record au premier semestre

Le volume des échanges d'or en République de Corée a atteint un niveau record au premier semestre 2025, selon des données publiées. D'après les chiffres de la Bourse de Corée (KRX), le volume d'or échangé au cours des six premiers mois de l'année s'est élevé à 37,3 tonnes, soit le niveau le plus élevé enregistré depuis le lancement du marché de l'or du KRX

en 2014. Ce chiffre représente une multiplication par quatre par rapport aux 9 tonnes échangées sur la même période l'an dernier, dépassant déjà le volume annuel total de 2024 qui s'élevait à 26,3 tonnes. Selon les données relayées par l'agence de presse Yonhap, le prix moyen semestriel d'un lingot d'or de 1 kilogramme a bondi de 36,7 % en glissement annuel.

BOURSES ASIATIQUES

L'élan des accords commerciaux s'essouffle

Les Bourses asiatiques s'affichent en berne mardi, dans des marchés où s'essouffle l'élan des accords commerciaux des Etats-Unis avec le Japon et l'UE, dont les détails suscitent l'interrogation et qui ne résolvent pas le cas des pays toujours menacés de taxes douanières au 1er août. A la Bourse de Tokyo vers 02H15

GMT, l'indice vedette Nikkei perdait 0,88% à 40.636 points et l'indice élargi Topix reculait de 0,93% à 2.903 points. Les autres places d'Asie reculaient de concert: la Bourse de Taipei abandonnait 1,10%, Sydney 0,31% et l'indice hongkongais Hang Seng 0,90%. Seul Séoul résistait modestement (+0,15%).

Vers 02H30 GMT, la devise nippone se renforçait de 0,13% face au billet vert, à 148,34 yens pour un dollar. Côté indicateurs, les investisseurs guettent cette semaine les Etats-Unis, avec entre autres le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis mardi, une première estimation du PIB américain pour le deuxième trimestre mercredi, mais aussi le même jour une

réunion de la Réserve fédérale (Fed) à l'issue de laquelle elle devrait laisser ses taux inchangés. Statu quo aussi attendu jeudi de la part de la Banque du Japon (BoJ), mais les déclarations de son gouverneur seront scrutées après l'accord commercial conclu par Tokyo et une cuisante défaite électorale du gouvernement qui a perdu sa majorité

au Sénat. Le tout sur fond de pressions continues sur les obligations souveraines nippones. Le marché pétrolier faisait du sur-place vers 02H30 GMT: le baril de WTI nord-américain grignotait 0,03% à 66,73 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,04% à 70,07 dollars dans un marché sans volumes.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Juillet 2025

Valeur : 30 Juillet 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6994	129.7144
1	EUR	EURO		151.4759	151.5194
1	GBP	POUND STERLING		173.9997	174.0666
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4692	87.5030
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0796	18.0837
1	CHF	SWISS FRANC		162.4899	162.5494
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.4092	94.4408
1	DKK	DANISH KRONE		20.2947	20.3015
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5675	13.5723
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7073	12.7125
1	AED	UAE DIRHAM		35.3087	35.3166
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5727	34.5785
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.8261	425.0144
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2314	44.6759
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4176	14.4193
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9705	24.0935
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2483	3.2583
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6691	177.6691

« L'UE A ÉTÉ MOINS EFFICACE QUE LE JAPON ET LE ROYAUME UNI »

Toute la presse européenne fustige l'accord avec Trump

L'accord commercial conclu ce dimanche entre Donald Trump et Ursula von der Leyen fait grincer des dents à travers l'Europe. À partir du 1er août, la plupart des produits européens seront taxés à 15 % à leur entrée aux États-Unis. Si ce compromis évite de justesse des tarifs encore plus punitifs, il est très loin de faire l'unanimité.

C'est dans le cadre du luxueux resort de Turnberry, en Écosse — terrain de golf prisé du président américain — qu'a été officialisé ce dimanche 27 juillet, un accord de dernière minute entre Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et le président américain Donald Trump. A ce sujet, le ton est particulièrement sévère outre-Rhin. Pour Der Spiegel, l'UE se soumet au président américain dans cet accord commercial. L'éditorialiste Berlinoïse Michael Sauga ne mâche pas ses mots: Selon lui, "au nom de la paix, ils aban-

donnent des valeurs et des principes qu'ils considéraient jusqu'alors comme sacrés. (...) Avant l'accord, l'UE était déterminée à défendre l'ordre juridique mondial. Aujourd'hui, c'est clair: l'UE a cédé". Selon Der Spiegel, les économistes prévoient des pertes de 0,1 à 0,2% du produit intérieur brut en Allemagne. Des chiffres qui représentent un frein supplémentaire à l'économie du plus grand pays industrialisé d'Europe. Ce constat illustre une frustration croissante en Allemagne, première puissance industrielle européenne et grande exportatrice automobile, particulièrement tou-

chée par la décision américaine. Du côté du grand quotidien économique allemand Handelsblatt, on se fend aussi d'un éditorial au vitriol. Pour l'éditorialiste Torsten Riecke "le rééquilibrage voulu par Ursula von der Leyen a désormais eu lieu, et l'équilibre s'est nettement inversé en défaveur de l'Europe." "Malgré sa puissance économique, l'UE n'a pas réussi à négocier un meilleur résultat que le Japon, estime-t-il. Et comparée au Royaume-Uni, qui maintient une balance commerciale quasi équilibrée avec les États-Unis, Bruxelles a obtenu des résultats bien moins bons."

L'ÉCONOMIE MONDIALE À MI-ANNÉE

Plus de peur que de mal mai attention à 3 facteurs de risque

En dehors des États-Unis, au premier trimestre la croissance du PIB a généralement dépassé les attentes dans l'Union européenne, au Royaume-Uni et dans les économies émergentes, y compris la Chine. Après le sursaut des importations qui a précédé la hausse des droits de douane américains, le retour de bâton au deuxième trimestre sera plus limité que prévu dans la plupart des cas. Mais il serait prématuré de lever complètement l'alerte car trois dangers guettent : les droits de douane, l'inflation et la dette publique.

Jusqu'à présent le patient se porte mieux que prévu

En dehors des États-Unis dont l'économie

s'est contractée, la croissance du PIB au premier trimestre a généralement dépassé les attentes, notamment dans l'Union européenne où elle a atteint 0,6 % en glissement trimestriel, contre 0,2 % prévu par la BCE en mars. La croissance britannique aussi a surpris à la hausse. Les marchés émergents se sont également révélés étonnamment résistants : la croissance chinoise a dépassé les attentes (+5,4 % en glissement annuel) avec des surprises globalement positives dans tous les domaines. Après le sursaut des importations « pre-tarifs », un retour de bâton était attendu au deuxième trimestre. Or, les données disponibles à ce jour, notamment les enquêtes PMI, les chiffres des exportations et ceux la

production industrielle, suggèrent qu'il sera limité dans la plupart des cas. À noter toutefois que le Royaume-Uni se démarque avec une contraction de l'activité en mai et en juin et que les indicateurs français sont à la traîne par rapport au reste de la zone euro. Même la Chine, épice de la guerre commerciale, a vu ses exportations continuer à progresser fortement, ce qui a permis au PIB du deuxième trimestre de ne ralentir que légèrement (+5,2 % en glissement annuel). En phase avec l'activité, les marchés du travail sont restés solides avec des taux de chômage à des niveaux historiquement bas dans la plupart des régions

ITALIE

La crise démographique « impitoyable » pousse à l'action

Le vieillissement de la population italienne et la faiblesse du taux de natalité figurent parmi les principaux défis auxquels est confrontée la troisième économie de la zone euro, a déclaré mercredi le ministre des Finances, Giancarlo Giorgetti, soulignant les risques potentiels pour les finances publiques déjà fragiles du pays. Les naissances en Italie, troisième pays le plus peuplé de l'Union européenne avec

près de 59 millions d'habitants, ont atteint un niveau historiquement bas d'environ 370 000 en 2024. Le taux de fécondité est tombé à 1,18, en dessous de la moyenne européenne de 1,38 en 2023, et bien loin du seuil de 2,1 nécessaire au renouvellement de la population. « L'Italie vieillit, la natalité baisse, des régions entières du pays se vident. Ces chiffres impitoyables doivent devenir un élément déclencheur pour agir », a

déclaré Giorgetti devant une commission parlementaire consacrée à la crise démographique. Giorgetti a mis en avant les mesures prises par le gouvernement de Giorgia Meloni depuis son entrée en fonction fin 2022 pour soutenir la natalité, notamment des avantages fiscaux permettant aux femmes de poursuivre leur carrière professionnelle. Il a affirmé que Rome continuerait d'aller dans cette direction. Le ministre a

prévenu que la tendance démographique exercerait « une pression significative » sur les dépenses de retraite, de santé et de soins de longue durée, une population active réduite devant soutenir un nombre croissant de retraités. « Les effets les plus importants sont attendus dans la première moitié des années 2040, lorsque les générations dites du baby-boom auront quitté le marché du travail », a-t-il ajouté.

PLUS DE 1.700 POMPIERS ONT ÉTÉ MOBILISÉS

Le Portugal lutte contre plusieurs feux de forêt

Le Portugal fait face mardi à plusieurs incendies, notamment dans les régions nord et centre du pays, attisés par des conditions météorologiques défavorables, avec des températures élevées et des vents soutenus attendus au cours de la journée, selon la protection civile. Plus de 1.700 pompiers étaient mobilisés mardi matin à travers le pays pour combattre une dizaine d'incendies majeurs, surtout dans

le nord et le centre, selon l'Autorité nationale de la protection civile. La situation la plus préoccupante se concentrait mardi matin dans la commune d'Arouca (centre), mobilisant quelque 500 professionnels et 175 moyens terrestres. L'incendie de Ponte da Barca, dans le nord du pays, continuait de progresser. "C'est un incendie difficile, en zone de montagne, qui se propage rapidement, avec beaucoup de vent",

qui évolue près des zones d'habitation, a expliqué le maire de Ponte da Barca, Augusto Marinho. Déclenché samedi, cet incendie avait menacé plusieurs habitations lundi en fin de journée, si bien que des personnes ont dû être évacuées. Les feux ont pour l'instant fait au moins six blessés légers parmi les pompiers. Les autorités redoutent une aggravation de la situation au cours de la journée de mardi en raison de la cha-

leur persistante et appellent à la vigilance. L'ensemble du territoire se trouve mardi en état d'alerte en raison d'un risque incendie "maximal ou très élevé", selon les prévisions de l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère (IPMA). Le Portugal est confronté chaque été à des feux destructeurs. Le changement climatique accroît la fréquence et l'intensité des sécheresses et des incendies à travers le monde.

ALLEMAGNE

Le budget 2026 inclura un investissement record dans la défense et les infrastructures

Le gouvernement allemand soutiendra mercredi un projet de budget pour 2026 qui comprend un investissement record de 126,7 milliards d'euros, dans le cadre de son plan de relance budgétaire en faveur des infrastructures et de la défense, ont indiqué des sources du ministère des Finances. Le budget 2026 est accompagné d'un cadre financier à moyen terme jusqu'en 2029, et l'ensemble devrait être approuvé par le cabinet mercredi. L'augmentation des dépenses fait partie des plans du gouvernement pour relancer son économie léthargique, la seule économie du G7 qui n'a pas connu de croissance au cours des deux dernières années et qui, selon les prévisions du gouvernement, stagnera en 2025. L'augmentation des investissements en 2026 et au cours des trois années suivantes sera possible grâce à un fonds spécial pour les infrastructures de 500 milliards d'euros et à une exemption des règles d'endettement pour les dépenses de défense approuvée en mars. Le fonds spécial pour les infrastructures, qui est également exclu du "frein à l'endettement" de l'Allemagne qui limite les emprunts à 0,35% du PIB, permettra d'emprunter 58,9 milliards d'euros supplémentaires en 2026. Pour la défense, le fonds spécial de 100 milliards d'euros créé par l'ancien chancelier Olaf Scholz après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui sera épuisé en 2027, ajoutera 25,5 milliards d'euros d'emprunts en 2026. Dans le budget principal, les emprunts passeront de 33,3 milliards d'euros en 2024 à 89,9 milliards d'euros en 2026, selon les sources. En ajoutant ces trois composantes, le total des emprunts en 2026 s'élèvera à 174,3 milliards d'euros. Le projet de budget sera débattu au Parlement à la fin du mois de septembre avant son approbation par les deux chambres à la fin de l'année.

Pour vos

Publicités ***Annonceurs !***

**Vendre, louer, acheter
un appartement, un
local,
Vous avez un bien à
proposer ?
Un emploi à offrir ?...**

... **Les Enjeux Eco**, votre
quotidien spécialisé en
économie, vous propose ses
espaces publicitaires, au meilleur
prix, les meilleurs délais et une
mise en valeur de vos
annonces !

Contactez-nous :

Téléphone : 0698 165 554

E-Mail : [lesenjeux
eco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)

Ou bien rapprochez-vous de
nos services à :

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT

1, rue Bachir Attar - Alger

**Le meilleur accueil
vous sera réservé**

Sans Google, Huawei redevient numéro 1 en Chine

Selon les données du cabinet d'analyse Canalys pour le deuxième trimestre 2025, Huawei a repris la première place sur le marché chinois des smartphones pour la première fois depuis début 2024. Parallèlement, Apple a enregistré un retour à la croissance tant attendu.

Le marché chinois des smartphones a vu Huawei se hisser à nouveau à la première place au cours du second trimestre 2025. Le fabricant chinois, autrefois numéro 1, mais fortement mis à mal par le gouvernement de Trump dès le début de son premier mandat, retrouve des couleurs, tandis qu'Apple a renoué avec la croissance sur ce marché très important pour le constructeur.

Huawei reprend la tête du marché chinois

Huawei a vendu 12,2 millions de smartphones en Chine entre avril et juin, ce qui représente une augmentation de 15 % par rapport à la même période de l'année précédente. Avec une part de marché de 18 %, l'entreprise retrouve une position de leader qu'elle n'avait plus occupée depuis le premier trimestre 2024. Ce retour au sommet pour le constructeur confirme la dynamique de l'entreprise depuis la relance de ses activités smartphones, précédemment affectées par les sanctions américaines. Une précision est toutefois à prendre en compte, il s'agit des ventes de smartphones envoyés aux revendeurs, pas des ventes directes aux consommateurs. Elles restent néanmoins un indicateur assez fiable de la demande du marché.

Apple de retour à la croissance

De son côté, Apple se classe en cinquième position avec 10,1 millions d'iPhone livrés en Chine, soit une hausse de 4 % en par rapport à l'an passé. Il s'agit de la première fois que la marque à la pomme enregistre une croissance des livraisons dans le pays depuis le quatrième



trimestre 2023, où le fabricant était dans une position délicate. Cette performance est un signe encourageant pour les investisseurs, alors que la publication des résultats trimestriels d'Apple est attendue cette semaine. Selon Canalys, ce retour à la croissance a été favorisé par des « ajustements stratégiques des prix ». En effet, au cours du trimestre, des plateformes d'e-commerce chinoises ont proposé des remises sur les modèles d'iPhone 16, et Apple a également augmenté les montants de reprise pour certains de ses anciens modèles, facilitant la vente de nouveaux smartphones.

Une concurrence féroce entre Apple et Huawei

Ces chiffres s'inscrivent dans un environnement de plus en plus concurrentiel en Chine. Huawei a

multiplié les lancements de nouveaux modèles de smartphones au cours de la dernière année et a entamé le déploiement de son propre système d'exploitation, HarmonyOS 5. Ce dernier, conçu comme une alternative à Android de Google et à iOS d'Apple, vise à renforcer l'écosystème indépendant de la marque.

Lucas Zhong, analyste chez Canalys, note que « ce déploiement devrait accélérer l'expansion de la base d'utilisateurs de son écosystème indépendant, tout en posant des exigences plus élevées en matière de compatibilité système et d'expérience utilisateur ». La performance d'Apple, malgré cette pression, indique que l'ajustement tarifaire de la marque a porté ses fruits pour stimuler la demande et relancer une croissance qui était portée disparue en Chine.

Source : CNBC

En Chine, l'écosystème de l'IA s'organise pour mettre le reste du monde sur le carreau

Les géants chinois sont sur le pied de guerre pour faire de l'ombre aux États-Unis dans le développement de la technologie clé du moment : l'intelligence artificielle (IA). Et ils ne lésinent pas sur les moyens pour y parvenir.

Car les efforts de l'Empire du Milieu dans l'IA ont été drastiquement freinés par les sanctions américaines. Résultat, les entreprises du pays peinent à se fournir dans les technologies de pointe permettant de concevoir des systèmes d'IA de pointe.

Mais plutôt que de s'apitoyer sur son sort, la Chine a déployé des mesures colossales pour stimuler son écosystème local. Et durant ces trois derniers jours, les leaders technologiques du pays ont profité du World Artificial Intelligence Conference (WAIC) à Shanghai pour présenter leurs dernières innovations.

Alibaba, Huawei, Baidu et Tencent au rendez-vous

L'occasion rêvée pour Huawei de dévoiler le CloudMatrix 384, un système de calcul intensif intégrant 384 puces 910C. Une solution qui entend rivaliser avec les performances des dispositifs de NVIDIA, grâce à une architecture optimisée permettant de compenser les limites de chaque puce individuelle. Car le gouvernement chinois place de grands espoirs dans son champion, le considérant comme l'acteur idéal pour développer des puces d'IA ultra puissantes.

Les géants chinois emblématiques de la tech ont également mis l'accent sur les applications grand public de l'IA. Ainsi, Tencent a lancé Hunyuan3D World Model 1.0, un outil open source capable de générer des environnements 3D interactifs à partir de simples descriptions textuelles ou d'images. Baidu, de son côté, a présenté une technologie d'« humain digital » permettant de cloner la voix, le ton et les gestes d'un individu à partir de seulement dix minutes d'enregistrement. Enfin, Alibaba a levé le voile sur ses lunettes connectées Quark AI Glasses, propulsées par son modèle Qwen. Ce dispositif permettra de naviguer via commande vocale, de scanner des codes QR et de régler des achats avec Alipay. À noter que Xiaomi et ByteDance travaillent également sur ce type de technologies, à l'instar des acteurs américains comme Meta, Google ou Apple.

Des alliances majeures pour accélérer le développement de l'IA en Chine

Surtout, deux nouvelles alliances majeures ont été annoncées. La première, baptisée Model-Chip Ecosystem Innovation Alliance, réunit des développeurs de grands modèles de langage (LLM) et des fabricants de puces IA, comme Huawei, Biren, Moore Threads, Enflame et StepFun. Elle vise à structurer une chaîne technologique complète, des composants matériels aux modèles, en passant par l'infrastructure.

La seconde, le Shanghai General Chamber of Commerce AI Committee, se concentre sur l'intégration de l'IA dans l'industrie. Parmi ses membres figurent SenseTime, MiniMax, Metax, Iluvatar CoreX et StepFun : de quoi favoriser les applications concrètes de l'IA dans les entreprises locales.

La Chine semble bien décidée à montrer au reste du monde qu'elle est en mesure de faire cavalier seul et de bouleverser l'industrie toute entière, comme ce fut le cas avec l'arrivée tonitruante de DeepSeek au début de l'année.

SELON UNE ÉTUDE MICROSOFT

Nous serions mauvais pour distinguer les images générées par IA !

Les images générées par l'IA envahissent dorénavant internet. Et malheureusement, nous ne sommes pas si bons que cela pour les reconnaître ! L'IA n'a pas même pas vécu trois ans de démocratisation depuis l'émergence de ChatGPT que la technologie est capable de générer des images particulièrement bluffantes. Mais ces incroyables performances se doublent aussi d'un problème majeur : pendant combien de temps pourra-t-on faire la différence avec des images réelles ? Il semble que ça ne devrait pas encore durer très longtemps, au vu des résultats de cette étude !

Un taux de reconnaissance moyen d'à peine 62%

Aïe, l'avenir pourrait être bien compliqué. En tout cas, pour ce qui est de percevoir la réalité. Car les images générées par IA sont de plus en plus proches de la réalité, selon la perception humaine. En effet, Microsoft a mené une étude auprès de 12 500 participants, avec 287 000 images proposées. Le résultat, c'est que le taux de distinction des images réelles de celles produites par l'IA n'était que de 62%. En 2025, nous sommes ainsi déjà en position d'être facilement floué par une image artificielle !



Les portraits, les images générées par l'IA les plus aisées à reconnaître

Ce taux moyen cache par contre certaines disparités, les êtres humains étant plus habiles à distin-

guer certains types d'images que d'autres. L'étude dévoile ainsi que l'on est bien meilleur pour trouver les images générées par IA quand on observe des portraits. Cette capacité tend par contre à vite reculer lorsqu'il s'agit de paysages naturels ou urbains.

Des conclusions pas vraiment rassurantes, qui poussent en conséquence Microsoft à se faire l'avocat des filigranes à intégrer aux images générées par IA, ainsi que celui du développement des outils de détection des contenus produits par l'IA. Mais cela sera-t-il suffisant quand on voit les progrès incroyables accomplis par la technologie en si peu de temps ?

Source : Neowin

ACCORD US-UE : L'AUTOMOBILE EUROPÉENNE SAUVE LES MEUBLES

L'Europe s'est-elle faite avoir par les Américains ?

L'accord conclu entre Donald Trump et Ursula von der Leyen fixe un droit de douane de 15 % sur les exportations européennes vers les États-Unis. S'il évite une guerre commerciale, il inquiète particulièrement l'industrie automobile européenne, déjà fragilisée.



Le temps commençait à être compté. Il ne restait plus qu'une semaine avant que les fameux droits de douane brandis par Donald Trump ne viennent frapper l'Europe. Mais ce 27 juillet 2025, à Turnberry en Écosse, le président américain et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont annoncé un accord fixant un tarif unique de 15 % sur la plupart des produits européens exportés aux États-Unis. Parmi les secteurs les plus touchés figure l'automobile, pilier des exportations allemandes et européennes. En 2024, près de 900 000 véhicules européens ont été vendus sur le marché américain, dont plus de la

moitié produits par Volkswagen, Mercedes-Benz et BMW. Sans cet accord, les droits de douane auraient bondi à 30 % dès le 1er août, un scénario qui était largement redouté par ces constructeurs déjà pénalisés par les taxes américaines sur les véhicules et pièces détachées. Évidemment, cela ne se fait pas sans contrepartie et en échange, l'Union européenne s'engage à acheter 750 milliards de dollars d'énergie américaine et à investir 600 milliards supplémentaires aux États-Unis. Un deal qui agace déjà nombre de représentants politiques européens qui estiment qu'Ursula Van Der Leyen s'est faite bernier par Donald Trump. Quelques secteurs stratégiques,

comme l'aéronautique et certains médicaments, bénéficient d'exemptions, mais l'automobile n'en fait pas partie.

Soulagement à court terme mais les inquiétudes persistent

Le chancelier allemand Friedrich Merz a salué un accord qui évite une escalade commerciale, tout en admettant qu'il aurait souhaité "davantage d'allègements". La fédération allemande de l'industrie (BDI) et la fédération de la chimie (VCI) redoutent malgré tout de lourdes conséquences pour un secteur automobile qui exporte massivement vers les États-Unis. Les constructeurs

craignent une hausse des coûts pour les consommateurs américains, risquant de réduire leur compétitivité face aux marques locales. Les marchés financiers ont cependant bien accueilli l'annonce, les indices boursiers, le CAC 40 et le Dax, progressant dans les premiers échanges. Si l'accord apporte effectivement un répit aux industriels européens, il ne compense pas l'avantage tarifaire dont bénéficieront désormais les constructeurs américains sur leur marché domestique.

Un compromis déjà qualifié de "déséquilibré"

Du côté de la France, les premières réactions n'ont pas tardé. Comme celle du ministre français délégué chargé de l'Europe, Benjamin Haddad, qui ce lundi 28 juillet s'est exprimé sur l'accord qui reste selon lui "déséquilibré" et ne peut être qu'une solution provisoire. Il rappelle que les États-Unis "font le choix de la coercition économique", et appelle l'UE à réagir pour ne pas subir un "décrochage" durable. Mais toujours avec un Donald Trump qui se réserve la possibilité d'augmenter les droits de douane si l'Europe ne respecte pas ses engagements d'investissement. Les prochains mois seront décisifs pour l'industrie automobile européenne, contrainte d'absorber ce nouveau surcoût sur l'un de ses marchés clés. Si l'accord a l'avantage d'éviter effectivement la guerre commerciale, il s'ajoute malgré tout comme un nouveau poids sur le secteur automobile, déjà en pleine mutation vers l'électrique.

TESLA MODEL Y LOW COST

Sur quels équipements fera-t-il l'impasse ?

Tesla s'apprête à lancer une version simplifiée de son Model Y afin d'en réduire le prix et de rester compétitif face à la montée en puissance des constructeurs chinois. Des photos espions donnent un premier aperçu de ce modèle "low-cost". Lors de la présentation de ses résultats du deuxième trimestre 2025, Elon Musk a confirmé que le fameux modèle abordable attendu ne serait pas une nouvelle voiture. Mais bel et bien une déclinaison simplifiée d'un modèle bien connu : le Model Y. Et selon les médias chinois, cette version est déjà en production et devrait arriver sur le marché au quatrième trimestre 2025. Finalement les prévisions de la Deutsche Bank, si ce n'est peut-être le nom de "Model Q", n'étaient peut-être pas si mauvaises ? Cette nouvelle version vise avant tout à réduire les coûts de production et donc le prix final, dans un contexte de concurrence toujours plus dure en Chine pour Tesla, où le Model Y reste leader mais voit son avance fondre face à Xiaomi, Xpeng, Li Auto ou Nio.



Ce que révèlent les photos espions

D'ailleurs on commence à avoir des infos concrètes sur ce Model Y "low cost" puisque des clichés viennent publiés par le blogueur automobile Garage 42, lesquels dévoilent plusieurs changements bien visibles. Ainsi, et malgré les camouflages du prototype surpris,

le modèle fait l'impasse sur un certain nombre d'équipements. À l'image du toit panoramique en verre qui disparaît purement et simplement, tout comme l'écran arrière central de divertissement. À l'extérieur, c'est le bandeau lumineux continu à l'avant comme à l'arrière est supprimé. Il semblerait aussi que les phares soient repositionnés plus haut, rapprochant la

silhouette de celle de la Model 3. L'habitacle adopte un nouvel accoudoir central qui ne va pas jusqu'à la planche de bord. Moins de matière, une conception simplifiée, voilà de quoi rogner encore un peu le prix. La bonne nouvelle, c'est que ce nouvel aménagement de l'espace devrait être plus pratique. Malgré ces simplifications, on peut voir que Tesla conserve

les commandes au volant et son écran tactile central qui ne paraît pas plus petit.

Et pour les acheteurs européens ?

Si ces modifications semblent actées sur le Model Y (plus) abordable, l'absence d'autres équipements pourrait aussi permettre de tirer les prix vers le bas : pas de double vitrage, pas de hayon électrique, pas de sièges arrière chauffants, jantes plus petites... À confirmer ! Pour l'instant, cette version moins chère semble pensée pour le marché chinois, mais Tesla pourrait l'introduire en Europe pour proposer une alternative plus abordable face à la multiplication des SUV électriques concurrents. À voir maintenant comment les acheteurs accepteront la disparition de certains équipements de confort et d'éléments esthétiques distinctifs, en échange d'un tarif plus accessible ? Reste aussi à savoir si Tesla, en plus de baisser l'équipement, proposera aussi une batterie plus petite ou moins de puissance ? Réponse, normalement, au second semestre 2025.

Mots fléchés

Héroïne de Hergé								Note de musique				Expatrié	
Fils de Zeus		Parties de cheminées		Avances		Poème		Insectes à repoussante		Colle végétale		Première page	
Serviable		Coiffure papale		Vieux non		Petit ruisseau			Rejeta	Lisse			
										Anneaux de cordage			
											Exalitre		
											Son nom indique sa forme		
Riches						Tandem						Saison estivale	
Ancienne Allemagne						Chlore							
			Soutien		Diarrhée								Dieu celt
Pays d'Asie					À côté de				Célèbre maison d'Italie				
Genre littéraire					Longue période								
						Coûteuses	Fausse pierres		Évêché normand				
									Ville sur la Ruhr				
Dérailent		Uvule		Teigne						Peser le contenant	Durée d'une révolution	Remplace le RMI	
				Soleil divin									
								Vedettes					
Cargaison	Pays de cinquante états				Erbium			Marque l'absence					Convictions
	Vrai				Grande randonnée			Pucelle					
				Buriner							Actinium		
											Transpirations		
Lettre grecque				Arcansons								Charles de Beaumont (chevalier d')	
				Artère									
Fameux fumeur sicilien					Ronge					Lever le cul			
					Réfutées								
Enseigne-ments							Ruthénium			Cadeau de mariage			
Préfecture des Hautes-Alpes	Ensuite	Grand lac américain					Ressort		Épouse d'un rajah				
		Donna pour un moment											
			Essayés							Passage à niveaux		Ville de Pennsylvanie	
Demandée						Opus		Organi-sation mondiale		Piquet			
Surface agraire													
			Argent	Discomobile					Septen-trional				
				Équerre					Deux romains				
Pays													
Utilisateur					Affligé un châtiment					Conteste			
						Helvètes							

ACCIDENTS DE LA ROUTE

35 morts et 2225 blessés en une semaine

Trente-cinq (35) personnes sont décédées et 2225 autres ont été blessées dans 1631 accidents de la route, survenus durant la période du 20 au 26 juillet dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El Bayadh avec 6 morts et 77 blessés, dans 21 accidents de la route, précise la même source. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 3910 interventions pour l'extinction de 2553 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (253 incendies), Constantine (180) et Sétif (160).



SAÏDAL

Mme Nabila Benyagzer, née Ouareth, nouvelle PDG

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a annoncé, hier dans un communiqué, l'installation de Mme Nabila Benyagzer, née Ouareth, au poste de présidente-directrice générale du groupe pharmaceutique public Saïdal, lors d'une cérémonie tenue au siège du ministère. Mme Benyagzer a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein du groupe, notamment celui de directrice des systèmes de management et de la qualité, précise la même source.

COOPÉRATION

Le Premier ministre reçoit les ambassadeurs d'Egypte et du Pakistan à Alger

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, hier au Palais du Gouvernement, les ambassadeurs d'Egypte et du Pakistan à Alger. Selon un communiqué des services du Premier ministre, l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte à Alger, M. Mokhtar Gamil Tawfik Warida, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission. La rencontre a permis d'examiner "l'état et les perspectives des relations bilatérales entre les deux pays à la lumière des prochaines échéances" et de passer en revue "les questions régionales et internationales, en tête desquelles la cause palestinienne et les développements de la situation dans les territoires palestiniens occupés", précise le communiqué. Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, hier également au Palais du Gouvernement, l'ambassadeur de la République islamique du Pakistan à Alger, M. Khalid Hussain Khan Gudaro. Lors de leurs entretiens, les deux parties ont "mis en avant les liens de fraternité et les relations de solidarité historiques unissant les deux pays, tout en soulignant la nécessité de renforcer la coopération et le partenariat dans divers domaines au service des intérêts communs", précise le communiqué.

ALGÉRIE-LIBAN

Des relations historiques enracinées fondées sur la coopération et la solidarité

L'Algérie et le Liban sont liés par des relations historiques enracinées, fondées sur la coopération et la solidarité, portées par la volonté commune des dirigeants des deux pays de les hisser à des niveaux supérieurs et d'insuffler une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale dans divers domaines.

C'est dans ce cadre qu'intervient la visite officielle qu'effectue, depuis hier en Algérie, le président de la République du Liban, pays frère, M. Joseph Aoun, laquelle permettra d'examiner les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale et d'aborder les questions régionales et internationales d'actualité.

Tout au long des étapes difficiles traversées par ce pays frère au cours des dernières années, l'Algérie a marqué sa forte présence par un soutien constant et continu au Liban, en se tenant à ses côtés pour lui permettre d'aller de l'avant dans le renforcement de la stabilité et de la paix, ainsi que la réalisation de la croissance économique. A ce titre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait appelé, en mai dernier, dans une allocution adressée au Sommet arabe à Bagdad (Irak), les Etats arabes à "davantage de solidarité avec les frères libanais", estimant que "l'unité, la souveraineté et l'intégrité de ce pays participent de la sécurité et de la stabilité de tout le Moyen-Orient". Dans cette optique, l'Algérie a toujours exprimé sa disponibilité à accompagner les efforts visant à insuffler une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale avec le Liban, comme l'a souligné le président de la République dans un message de félicitations adressé à son homologue libanais, M. Joseph Aoun, à l'occasion de son élection à la magistrature suprême du pays en début d'année et dans lequel il l'a assuré de "sa pleine disposition à œuvrer de concert à la promotion des relations historiques entre les deux pays".

Au cours d'une visite officielle au Liban, en janvier dernier, en sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à



l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, avait déclaré, après avoir été reçu par le Président libanais, que "l'Algérie demeurera indéfectiblement aux côtés du Liban dans cette phase délicate de son histoire pour lui permettre de consolider ses institutions, de relancer son économie et de rétablir la sécurité".

M. Attaf avait, à cette occasion, relevé l'existence d'un consensus sur la "nécessité de relancer les relations bilatérales, de leur insuffler une nouvelle dynamique et de les densifier".

De son côté, le Président libanais avait souligné l'importance de la redynamisation des relations entre les deux pays, réaffirmant sa détermination à les développer dans tous les domaines.

Il avait aussi salué le soutien apporté à son pays par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et les positions de l'Algérie en faveur du Liban au Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment lors de l'agression sioniste contre son pays à la fin de l'année dernière.

La solidarité de l'Algérie avec le peuple libanais frère a été largement saluée par les milieux politiques, médiatiques et populaires libanais, notamment suite à la décision prise par le président de la République, en août 2024, d'approvisionner le

Liban "immédiatement" en quantités de fioul pour faire fonctionner les centrales électriques.

En 2020, l'Algérie avait envoyé plus de 200 tonnes d'aides au Liban, accompagnées d'une équipe médicale et de spécialistes en gestion des catastrophes, suite à l'explosion survenue au port de Beyrouth, et qui avait fait des morts et des blessés. L'Algérie avait également apporté son aide au Liban pendant la crise sanitaire de Covid-19.

Dans un geste confirmant la solidité des relations historiques et fraternelles entre les deux pays et incarnant la volonté politique d'ouvrir de nouvelles perspectives prometteuses pour hisser le niveau de coopération économique, le président de la République avait décidé, en 2023, la reprise des vols entre Alger et Beyrouth. De son côté, le groupe d'amitié parlementaire algéro-libanais œuvre depuis son installation, en 2022, à approfondir la coopération parlementaire et à étendre ses cadres à divers domaines, à dynamiser la coopération fructueuse entre les deux pays, à augmenter le volume des échanges commerciaux et à établir un partenariat stratégique dans plusieurs secteurs, notamment à travers l'activation du Conseil d'affaires algéro-libanais.

HAUT CONSEILLER DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN

«Ma visite en Algérie marque le début d'une collaboration pour un avenir plus prospère pour les deux pays et toute la région»

Le haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les Affaires arabes et le Moyen-Orient, M. Massad Boulos, a affirmé que sa visite en Algérie marquait le début d'une collaboration pour un avenir plus prospère pour les deux pays et pour toute la région. "Je suis venu en Algérie avec beaucoup d'enthousiasme et je la quitterai avec encore plus d'admiration, notamment au vu de la coopération qui unit nos deux pays", a déclaré M. Boulos dans une vidéo publiée sur la page officielle de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Alger sur les réseaux sociaux, ajoutant que sa vi-

sité "n'est que le début d'une collaboration pour un avenir plus prospère pour nos deux pays et pour toute la région". Dans sa vidéo, le haut conseiller américain a passé en revue les moments forts de sa visite en Algérie, qui a débuté par une rencontre "fructueuse" avec le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, au cours de laquelle ils ont échangé les vues sur "l'importance de la préservation de la sécurité et de la stabilité dans la région". Il a également rappelé l'audience que lui a accordée le pré-

sident de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au cours de laquelle ont été abordés "les grands défis auxquels l'Afrique et la région en général sont confrontées" et "les opportunités prometteuses qui s'offrent aux deux pays".

M. Boulos a, en outre, souligné que sa rencontre avec le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, avait permis de discuter des "perspectives prometteuses de coopération entre nos deux pays, notamment dans les domaines du commerce, de l'industrie et d'autres secteurs d'intérêt com-

mun". Devant le Sanctuaire du Martyr, le haut conseiller américain a évoqué la "symbolique historique" que revêt ce monument immortalisant les sacrifices des martyrs pour l'indépendance de l'Algérie, affirmant que c'était "un honneur" pour lui de se retrouver à cet endroit. M. Boulos a également exprimé sa joie d'être à Alger. "C'est également un honneur pour moi d'être dans cette magnifique ville surplombant cette pittoresque baie", a-t-il dit, tout en adressant ses remerciements pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui lui ont été réservés.